

La crise sanitaire de la Covid-19, une crise de la dette sociale ?

Bruno Théret

Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO),
Université Paris Dauphine - PSL

Sociétés politiques comparées, 57, mai-août 2022

ISSN 2429-1714

Éditeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Bruno Théret, « La crise sanitaire de la Covid-19, une crise de la dette sociale ? », *Sociétés politiques comparées*, 57, mai-août 2022,
http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia2_n57.pdf



La crise sanitaire de la Covid-19, une crise de la dette sociale ?

Résumé

Dans cet article, on se demande de quelle crise du capitalisme la crise sanitaire de la Covid-19 est le nom. À cette fin, on examine d'abord l'intérêt, mais aussi les limites des métaphores médicales pour penser une crise sanitaire. On considère ensuite que la Covid-19 n'est pas un choc exogène à une économie en bonne santé, mais une manifestation endogène au système capitaliste actuel. On pose alors que la crise sanitaire actuelle est une phase de la crise structurelle du capitalisme néolibéral déclenchée en 2007 avec la crise des *subprimes* aux États-Unis, et on qualifie cette phase de crise de la dette sociale de protection accumulée par les États néolibéraux depuis les années 1980. On précise alors la nature de cette crise en soulignant les contradictions entre un biocapitalisme fondé sur un idéal de « santé parfaite » et d'individu autonome, et le besoin collectif de santé publique et d'appartenance à des touts protecteurs. En conclusion, en mobilisant les métaphores médicales présentées au début de l'article, on tire les conséquences de cette contradiction.

The covid-19 health crisis, a crisis of social debt?

Abstract

In this article, we argue that the Covid-19 health crisis is a crisis of neoliberal capitalism. To this end, we first examine the interest, but also the limits of medical metaphors for thinking about social health crises. We then consider that Covid-19 is not an exogenous shock to a healthy economy, but an endogenous manifestation of the current capitalist system. We then posit that the current health crisis is a phase of the structural crisis of neoliberal capitalism triggered in 2007 with the subprime crisis in the United States, and this phase is described as a crisis of the social debt of protection accumulated by the neoliberal states since the 1980s. The nature of this crisis is then clarified by underlining the contradiction between a biocapitalism based on an ideal of 'perfect health' and autonomous individual, and the collective need for public health and belonging to protective wholes. In conclusion, by mobilizing the medical metaphors presented at the beginning of the article, we draw on the consequences of this contradiction.

Mots-clés

Autonomie de l'individu ; biocapitalisme ; Covid-19 ; crise ; dette sociale ; métaphores médicales ; santé parfaite.

Keywords

Biocapitalism; Covid-19; crisis; individual autonomy; medical metaphors; perfect health; social debt.

Assurément, le capitalisme global contemporain est profondément malade¹. Atteint par un coronavirus incontrôlable dans le cadre épistémique du moment, mais aussi sans doute travaillé depuis longtemps par un cancer, le « cancer américain² », et plus récemment « dévasté » par le « virus B³ », ses médecins, les gouvernements néolibéraux qui tiennent à sa survie, ont dû, en proie à la panique, le mettre en réanimation en le plongeant dans le coma profond du confinement.

Parler ainsi métaphoriquement du capitalisme comme d'un être malade et contaminé par la Covid-19, c'est situer celle-ci dans la lignée de la tuberculose, du cancer et du sida⁴, et en faire une candidate au statut de « maladie métaphorisée » pour le type inédit de crise du capitalisme que nous connaissons aujourd'hui⁵. Pour soutenir cette candidature, nous devons alors nous interroger sur la nature de cette nouvelle maladie du capitalisme et sur le type de capitalisme qui y correspond. Mais en quoi la crise sanitaire provoquée par le coronavirus pourrait-elle nous éclairer sur cette maladie ? Serait-elle le symptôme, vu l'accumulation des pathologies dont il est affecté, d'un risque majeur de crise ultime du capitalisme néolibéral ?

Ce sont là des questions encore sans véritable réponse, en raison notamment de la dispersion des savoirs, en raison aussi du fait que, plongés que nous sommes encore dans cette crise ayant des facettes multiples, il est difficile d'embrasser le tout du phénomène en prenant la distance nécessaire. Mais cette situation a aussi des avantages, car toute crise attire l'attention sur des faits sociaux considérés jusque-là comme secondaires et laissés de côté, en mettant en lumière leur importance jusque-là insoupçonnée ou occultée⁶. C'est bien le cas de la crise ouverte début 2020 par l'épidémie de Covid-19, crise d'abord sanitaire qui se transforme presque instantanément en une crise économique, sociale et politique d'ampleur inégalée depuis la crise des années 1930. Cette crise révèle que le capitalisme néolibéral n'est pas seulement un capitalisme financiarisé, mondialisé et numérisé, mais aussi un « capitalisme génétique » (dit aussi « biocapitalisme ») fondé sur une conception normative radicalement nouvelle de la santé et de l'individu, dimension du capitalisme contemporain largement passée sous silence, surtout chez les économistes, à quelques exceptions près⁷.

Dans cette contribution, où on se demande donc de quelle crise du capitalisme la crise sanitaire provoquée par la Covid-19 est-elle le nom, on développe une réflexion en cinq temps : 1) on examine d'abord l'intérêt, mais aussi les limites des métaphores médicales pour penser une crise sanitaire ; 2) on considère alors que la Covid-19 n'est pas un choc exogène frappant une économie en bonne santé, mais une manifestation endogène à la structure du système capitaliste actuel ; 3) on avance ensuite l'hypothèse que la crise sanitaire n'est rien d'autre que la phase IV, ultime, de la crise générale structurelle du capitalisme néolibéral déclenchée en 2007 par la crise des *subprimes* aux États-Unis (phase I), et qui s'est poursuivie par une crise des dettes souveraines dans la zone euro (phase II) et une crise d'endettement externe des entreprises des pays émergents (phase III) – on qualifie alors cette phase IV de crise de la dette sociale de protection accumulée par les États à l'égard des peuples qui leur ont délégué leur souveraineté ; 4) on cherche alors à préciser la nature de cette crise en mettant en exergue une contradiction entre d'un côté le biocapitalisme financiarisé et fondé sur les idées néolibérales de « santé parfaite » et d'individu autonome et autoréférentiel, et de l'autre le besoin collectif de santé publique et d'appartenance à des tous protecteurs dont la pandémie de la Covid-19 montre la carence et appelle la satisfaction ; 5) enfin, en conclusion, on revient, en mobilisant les métaphores médicales présentées au début de l'article, sur la dialectique entre des systèmes de santé territorialisés et une finance de marché globale qui conduit à un double surendettement des États à l'égard de puissances privées supranationales d'un côté, et de l'ensemble de leurs citoyens de l'autre.

¹ Une première version de ce texte a été présentée lors du séminaire international « Sociopolitical coalitions and the trajectories of social protection in Latin America », organisé par Solène Morvant-Roux et Ilan Bizberg, Genève, Université de Genève, 27-28 septembre 2021.

² Aron et Dandieu, 2008.

³ Walter et de Précontal, 2009.

⁴ Sontag, 2009.

⁵ Sur le caractère inédit de cette crise, voir Boyer, 2020a.

⁶ Théret, 2018a.

⁷ La plus notable est Boyer, 2002.

UTILITE ET LIMITES DES METAPHORES RAPPROCHANT LES PATHOLOGIES ET LES MEDECINES DES ETRES HUMAINS ET DES CORPS SOCIAUX

De quelques usages de la métaphore médicale en économie

[...] de l'*étisie* (phthisie-tuberculeuse), [...] les *médecins* disent que, dans le principe, c'est une *maladie* facile à guérir, mais difficile à connaître, et [...], lorsqu'elle a fait des progrès, devient facile à connaître, mais difficile à *guérir*. C'est ce qui arrive dans toutes les affaires d'État : lorsqu'on prévoit le *mal* de loin, ce qui n'est donné qu'aux hommes doués d'une grande sagacité, on le *guérit* bientôt ; mais lorsque, par défaut de lumière, on n'a su le voir que lorsqu'il frappe tous les yeux, la *cure* se trouve impossible⁸.

La métaphore médicale a, dès l'orée du capitalisme, été convoquée pour penser les crises économiques affectant le corps social ou pour stigmatiser les auteurs de ces désordres. Ainsi les économistes sont-ils censés soigner les maux des personnes morales que sont les sociétés constituées en corps politiques, tout comme les médecins ont pour mission de prendre soin des corps et des esprits des personnes physiques atteintes de maladie. Susan Sontag⁹ a noté que la métaphore médicale était déjà présente dans *Le Prince* de Machiavel tout comme chez Hobbes. De son côté, John Locke, qui, avant de s'affirmer en tant que philosophe et économiste, était médecin praticien comme Mandeville et Quesnay, considérait que les comportements économiques antisociaux de certains capitalistes et propriétaires fonciers relevaient de la folie, maladie qui, pour lui, consistait à raisonner rationnellement mais sur des prémisses fausses¹⁰.

Au début des années 1930, Irving Fisher, un des économistes étatsuniens parmi les plus réputés, par ailleurs devenu eugéniste après avoir été victime de la tuberculose, développe une analyse théorique de la grande dépression des années 1930 qui mobilise la métaphore médicale utilisée par Machiavel, la maladie de la dette (surendettement) – bénigne mais difficile à repérer – dégénérant en maladie de la monnaie (son instabilité) – évidente mais difficilement curable à défaut d'avoir été traitée à temps et de manière appropriée¹¹. Au même moment, en France, deux intellectuels non conformistes, Robert Aron et Arnaud Dandieu, fondateurs du mouvement personneliste Ordre nouveau, qualifient « le mal dans lequel se débat le monde moderne » de « cancer américain » « lié à la nature même de ce monde », et dont les fondements pratiques et idéologiques résident respectivement dans « la suprématie de l'industrie et de la banque sur la vie entière de l'époque » et « l'hégémonie de mécanismes rationnels sur les réalités concrètes et sentimentales¹² ».

Plus près de nous, dans les années 1980, les idéologues néolibéraux s'appuieront sur la métaphore de l'obésité de l'État, mesurée à l'aune du niveau de pression fiscale, pour justifier un traitement amaigrissant de sa taille financière et la réduction de ses prérogatives, conditions selon eux du renforcement de son autorité détruite par sa transformation en État-providence¹³. Dans une perspective inverse, il y a quelques mois dans AOC, Alain Caillé et Bertrand Livinec ont développé une analogie entre les effets délétères du coronavirus (SARS-CoV-2) et ceux du néolibéralisme envisagé comme un « virus économique de la dérégulation et de l'enrichissement personnel¹⁴ ».

Entre-temps, Christian Walter et Michel de Précontal¹⁵ avaient qualifié de « virus B », voire de « sida de la finance¹⁶ », la « croyance en la réduction brownienne de l'incertitude » qui est à la base des modélisations « enkystées » dans les « produits » financiers marchandisés à l'échelle mondiale. « Tels les gènes d'un virus

⁸ Machiavel, 1965, 16.

⁹ Sontag, 2009, 101-107.

¹⁰ Nelson, 1989 ; Caffentzis, 2003 ; Théret, 2014.

¹¹ Cot, 2013.

¹² Aron et Dandieu, 2008, 18. « L'américanisme est une maladie : mais ce n'est pas une maladie infectieuse que l'on contracte et que l'on guérit par l'extérieur. C'est un cancer, c'est-à-dire un trouble profond et pour ainsi dire spontané de la vie. C'est une partie de l'être, une faculté isolée, qui brusquement rompt l'équilibre vital, répudie toute solidarité pour se développer à part comme un monstrueux parasite destiné d'ailleurs à mourir avec l'être même sur lequel il est né. » (*Ibid.*, 20-21).

¹³ Théret, 1990, 1995.

¹⁴ Caillé et Livinec, 2020.

¹⁵ Walter et de Précontal, 2009.

¹⁶ Walter, 2010.

dans l’ADN », cette croyance s’est ancrée « dans les esprits des professionnels de la finance et des régulateurs des marchés » et a contaminé la finance en la rendant « immuno-déficiente face au risque réel¹⁷ ». À cela deux raisons essentielles : sa simplicité d’utilisation par la « techno-science-économie » financière¹⁸ ; sa parenté avec les idées de « main invisible » et d’autorégulation des marchés. Mais les crises financières récurrentes, et surtout celle de 2007-2008, se sont chargées de montrer qu’il s’agit là d’un « virus de la pensée » extrêmement malfaisant ; dans la mesure où il est porteur d’une erreur scientifique sur les hypothèses des modèles, il ne tient pas compte des situations d’incertitude radicale, des « irrégularités, ruptures et discontinuités » dans les comportements des professionnels de la finance, lesquels « savent bien que le modèle ne fonctionne pas en situation de crise¹⁹ ».

Leur utilité et leur limite

Ces diverses métaphores médicales qui surgissent dans les situations de crise économique et financière, qu’elles soient de type illustratif, rhétorique, « provisoire », ou de type structural, « absolu²⁰ », mobilisant des isomorphismes et des corrélations, sont utiles à plusieurs titres.

Elles montrent d’abord que, dès lors qu’une crise, un désordre économique survient, l’analogie avec la physique, qui est le fonds de commerce de l’économie *mainstream* néoclassique, perd toute portée analytique et pratique, et comme cela a été typiquement le cas d’Irving Fisher, l’économiste se tourne alors vers la médecine et la biologie pour tenter d’expliquer la crise et trouver les moyens d’en sortir.

Par ailleurs, même quand la métaphore médicale, notamment celle du cancer, peut être blessante pour ceux qui souffrent ou ont souffert de la maladie métaphorisée, « il va de soi qu’on ne peut guère penser sans métaphore » et « dire qu’une chose est ou ressemble à une autre chose qu’elle n’est pas, c’est là [...] le terreau de la plupart des modes d’expression et de pensée, y compris la science²¹ ».

En revanche, alors que certaines métaphores « ont une résonance scientifique considérable », d’autres peuvent être « anti-explicatives²² ». Aussi, pour réfléchir sur les liens entre crises financières et crises sanitaires, les deux maux majeurs aujourd’hui des sociétés capitalistes occidentales, et envisager les modalités possibles pour en sortir, on ne doit pas se priver de leur usage, mais à condition d’en contrôler la pertinence. Pour ce qui est des métaphores mentionnées ci-dessus, l’aspect surprenant est alors qu’elles sont encore porteuses de sens dans le cas de la crise actuelle :

- ainsi celle de la folie que Locke utilise pour caractériser les comportements rationnels mais déviants sur le plan éthique des capitalistes londoniens qui, pour s’enrichir individuellement, préfèrent thésauriser ou spéculer en exportant les métaux précieux au lieu de les recycler dans la production nationale moyennant un taux d’intérêt raisonnable ;
- ainsi de la théorie fishérienne de la dépression résultant des maladies conjointes du surendettement et de la déflation monétaire qui est reprise par de plus en plus d’économistes aujourd’hui, post-keynésiens et régulationnistes notamment, à l’heure des taux d’intérêt négatif et de la récession des bilans des entreprises²³ ;

¹⁷ *Ibid.*, 89.

¹⁸ Legendre, 2007, 33.

¹⁹ *Ibid.*, 94.

²⁰ « Des métaphores présentées comme [...] “antichambre de la formation des concepts”, moyens de surmonter les résistances que le réel oppose à sa saisie, Blumenberg distingue deux types. Certaines sont des formulations provisoires plastiques, susceptibles d’être dépassées ; d’autres, qualifiées d’absolues, “ne peuvent pas être résorbées en conceptualité” ; résistant à leur dépassement, elles ont un sens plus radical que les concepts et se situent au soubassement de la pensée. Il convient donc de séparer ce qui se présente comme éléments résiduels d’élucidations passées, des éléments fondamentaux qui, comme tels, sont indépassables. Mais qu’une métaphore soit appelée absolue ne signifie nullement qu’elle ne puisse pas “être remplacée ou plutôt représentée par une métaphore plus précise [...]. Par conséquent, les métaphores absolues ont elles aussi une histoire.” » (Valade, 2008)

²¹ Sontag, 2009, 121.

²² *Ibid.*, 124.

²³ Voir notamment Giraud, 2014 ; Koo, 2014.

- ainsi du « cancer américain » qui a muté dans l'après-Seconde Guerre mondiale en prenant une forme moins virulente, mais a de nouveau muté au début des années 1970, sous l'impact du virus brownien, *alias* le « sida de la finance », lequel, malgré la grande crise financière de 2008, continue de faire des ravages ; en effet, les thérapies développées par les banques centrales ne se sont pas véritablement attaquées aux racines intellectuelles de la maladie financière comme de la maladie monétaire.

Interpréter les maux sociaux à partir de métaphores médicales a ainsi le mérite de rappeler qu'à l'intérieur ou derrière les institutions, il y a des pratiques individuelles, des corps qui s'y investissent, des esprits qui les conçoivent, et des déséquilibres sociaux qui reflètent des déséquilibres mentaux et des façons de vivre pathologiques, mesurées à l'aune de l'ordre social prévalent (comme chez Locke, les désirs de richesse et/ou de pouvoir ne connaissant pas de limites²⁴, qu'il s'agisse de thésauriser à l'abri des regards ou de gaspiller de façon ostentatoire). Cela rappelle également l'existence de représentations sociales possiblement déshumanisées car fondées sur une pure rationalité instrumentale qui leur fait perdre tout sens – comme chez Aron et Dandieu la « maladie de la raison réduite à un rôle technique », la « religion du crédit » et le « mythe de la production²⁵ » ; et chez Pierre Legendre la divinisation de la Science « engagée dans la conquête du pouvoir ultime : maîtriser l'invention de la vie, pour abolir la mort », la sacralisation du « Management globalisé » et la naturalisation du Capitalisme par la « techno-science-économie », l'« évangile de l'Efficacité » entraînant la « casse du sujet humain » et de la « raison de vivre²⁶ » réduite à l'économie.

Cela dit, la crise provoquée par le coronavirus a un caractère totalement inédit qui nécessite d'aller au-delà d'une simple mise en parallèle de l'économie et de la médecine qui se contenterait d'entrer dans le détail des analogies, métaphores et homomorphismes concevables entre ces deux champs. Parce qu'elle met en évidence le fait que le capitalisme financiarisé et mondialisé a un impact direct sur l'émergence et le développement de la pandémie, la Covid-19 conduit en effet à interroger les corrélations entre crise sanitaire et crise financière à partir de la place qu'occupent la santé et la médecine au cœur même de l'économie capitaliste, ou, dit autrement, à tenir compte, pour expliquer le marasme actuel, de la constitution d'une bioéconomie au sein même du capitalisme financier.

LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19, UN PRODUIT DE L'ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL NEOMERCANTILISTE MIS EN PLACE A PARTIR DES ANNEES 1970

Dire que le libéralisme est « coupable » de cette pandémie n'a pas de sens. [...] Nous vivons aujourd'hui dans un monde de plus en plus globalisé, dans lequel la circulation des personnes n'a jamais été aussi importante. Or il est manifeste que plus les interactions entre les hommes sont fortes, plus le risque pandémique est élevé. Mais cette circulation accrue des personnes n'est pas l'apanage du libéralisme²⁷ !

Un aperçu de l'ordre économique international dans lequel la pandémie est apparue et s'est développée

Le système monétaro-financier international actuel, instauré dans les années 1970, est fondé sur la libre circulation des capitaux, la concurrence commerciale et des guerres monétaires entre pays dues à l'absence de toute coopération monétaire internationale. Ce système s'est traduit, d'un côté, par le développement de marchés financiers censés assurer les échanges internationaux contre les risques de taux de change et de taux

²⁴ N'est-ce pas folie que d'avoir institué une absence de limites au financement privé des campagnes présidentielles aux États-Unis, ce qui aboutit à remettre le sort du pays le plus puissant entre les mains d'une poignée de milliardaires ?

²⁵ « Dans un monde en proie à un cancer profond, où les facultés rationnelles, perdant leur vertu d'origine et leur pouvoir d'émotion, se transforment en mécanismes inhumains et abstraits, où, par suite de cette erreur initiale et flagrante, toutes les valeurs humaines se perdent, charité qui se mue en philanthropie intéressée, prévoyance qui devient folie, organisation qui engendre le pire désordre, ce n'est pas dans les échoppes, dans les usines, dans les banques, qu'apparaîtra la solution. Le problème est à reprendre dès sa base psychologique... » (Aron et Dandieu, 2008, 113).

²⁶ Legendre, 2007, 32, 33 et 61.

²⁷ Denis Kessler *in Motte*, 2020.

d'intérêt, de l'autre, par l'adoption dans la plupart des pays de régimes « néomercantilistes » de croissance. Les régimes de croissance prévalant généralement auparavant, qui étaient centrés sur les marchés intérieurs avec substitution des importations par une production nationale, ont cédé la place à des régimes de croissance tirés par les exportations, chaque pays cherchant à conquérir des marchés extérieurs *via* une compétitivité externe obtenue par une réduction du coût du travail et de la fiscalité internes. Le néomercantilisme s'est également développé grâce à une nouvelle division internationale du travail qui a permis de soutenir le pouvoir d'achat dans les pays à hauts salaires en y important des « biens-salaires » produits à bas coût dans les pays à bas salaires, créant ainsi une dépendance, mise en évidence par la crise actuelle, des premiers à l'égard des seconds pour la satisfaction de leurs besoins essentiels.

La généralisation de ce type de régime a été largement financée par les déficits commerciaux et budgétaires structurels des États-Unis, simplement couverts par des émissions quasi illimitées de bons du trésor américain, mondialement considérés comme des « actifs sans risque ». Toutefois, cette généralisation conduisant mécaniquement à un rétrécissement de la demande globale, cet « effet pervers » n'a pu être repoussé dans le temps que par le développement massif de l'endettement de l'ensemble des agents non financiers dont les revenus fléchissaient. Ainsi, le développement du néomercantilisme libéral est-il allé de pair avec celui de la financiarisation de l'ensemble des sphères de la vie sociale, les ménages, les États, les entreprises devenant, pour leur survie, de plus en plus dépendants des opérateurs de la finance de marché, dont, au premier rang, les banques à vocation « universelle » mêlant inextricablement activités monétaires et financières.

Cela dit, au fur et à mesure que le nombre de pays adoptant le modèle a crû et/ou que les niveaux d'endettement se sont avérés insoutenables, le néomercantilisme a conduit inéluctablement à une récession mondiale qui est devenue manifeste à partir de 2008, moment où les crises financières, d'abord limitées à la périphérie, ont commencé à frapper de plein fouet les États du centre du monde capitaliste. La crise financière de 2008 a certes montré les limites de la financiarisation néolibérale mais n'a pas entraîné sa remise en question²⁸. Bien que les marchés financiers aient à cette occasion fourni la preuve de leur inefficience, celle-ci a simplement été imputée aux comportements irrationnels de certains de leurs opérateurs et utilisateurs, suivant en cela une tradition lockienne. La financiarisation est ainsi repartie de plus belle, avec un capital financier encore plus concentré et un endettement accru des États.

Néanmoins, le modèle néomercantiliste est quant à lui entré dans une crise profonde, la réduction du commerce mondial s'accompagnant d'une baisse de l'investissement productif malgré des taux d'intérêt extrêmement bas, voire négatifs. Dans les pays les plus anciennement développés (États-Unis, Europe, Japon), face à leurs niveaux excessifs d'endettement, entreprises, ménages et États ont choisi en priorité de se désendetter, et non plus d'investir et/ou de consommer²⁹, une situation caractéristique des crises dépressives de déflation par les dettes théorisées par Irving Fisher. Comme l'indique le bas niveau des taux d'intérêt, les liquidités injectées dans les banques par les banques centrales n'ont plus trouvé face à elles, à due concurrence, de demande de crédit et se sont retrouvées dans la dite « trappe à liquidité » ; elles ont alors essentiellement alimenté une inflation des actifs financiers, ce qui explique que la capitalisation boursière ait, jusqu'à la crise de la Covid-19, retrouvé un niveau très élevé, sans commune mesure avec le niveau de l'activité économique.

La pandémie comme effet endogène de système propre au capitalisme néolibéral globalisé

Cette situation de « grande récession », voire de « stagnation séculaire », était déjà installée quand la crise sanitaire est survenue. Avant que celle-ci ne polarise les esprits et qu'on s'inquiète de ses conséquences

²⁸ « [...] cette crise n'a pas été résolue, mais noyée dans la liquidité monétaire et diffusée au monde entier par la même logique qui a nourri la grande crise financière : la prolifération d'apparence illimitée de l'endettement et sa généralisation au monde entier. » (Aglietta et Khanniche, 2020, 1).

²⁹ Voir par exemple les travaux de Richard Koo, dont Koo, 2014.

économiques, les risques de nouvelle crise financière et de récession cumulative associés aux politiques d'austérité dite « expansive » au sein de l'Union européenne (UE) et aux taux d'intérêt négatifs plus généralement dans le monde, inquiétaient déjà, y compris les banquiers centraux³⁰. Aussi, voir dans la « pandémie la principale cause primaire de la crise économique mondiale actuelle » est une « vision réductrice [qui] fait fi des nombreuses analyses qui ont mis en évidence la fragilité du système financier international depuis 2008 et qui prévoient, avant même les premiers cas du COVID-19 en Chine, l'éclatement d'une bulle financière majeure, comparable, voire plus grave que celle de 2008³¹ ». Bien au contraire, la crise sanitaire a d'abord été providentielle pour la finance de marché et les banques centrales. N'a-t-elle pas permis de justifier l'injection de 750 milliards d'euros de liquidités supplémentaires par la BCE (Banque centrale européenne) dans le secteur financier alors que la légitimité d'une telle mesure était jusque-là contestée ? C'est donc par commodité que les économistes *mainstream*³², « les dirigeants politiques et les grandes firmes responsables de cette situation financière globale très instable » rejettent « la crise actuelle sur un facteur exogène comme la pandémie du COVID-19 ». Cela ne permet-il pas « d'éviter les graves problèmes liés à la financiarisation de l'économie, qui touche même les groupes industriels et non la seule finance, et à la dérégulation opaque des flux financiers depuis des décennies³³ » ?

En revanche, soutenir que « la crise économique provoquée par l'expansion virale ne vient pas frapper de l'extérieur une économie saine par ailleurs » et que « c'est la soutenabilité du capitalisme financiarisé, déjà fortement ébranlée par la crise financière systémique de 2007-2008, qui est en question³⁴ » fait l'objet d'un large consensus en sciences sociales où on considère généralement que « ce qui fait crise, ce n'est pas le virus tout seul, c'est le virus qui entre en résonance avec la société³⁵ ». « La crise se nourrit de tous les dysfonctionnements sociaux, politiques, économiques et territoriaux, qui étaient déjà là³⁶ » et, « par sa brutalité et sa globalité, [elle] met [notamment] en lumière la dégradation des rapports entre les sociétés et leur milieu naturel³⁷ ». Toute une série de faits montrent en effet que tant l'émergence que le développement de cette crise sont de nouvelles manifestations du caractère puissamment déstabilisateur du néomercantilisme et de la globalisation financière dans les relations internationales et de la financiarisation néolibérale au sein de chaque pays. En effet, la genèse de la Covid-19 doit être imputée à l'extractivisme, à l'agrobusiness, à la mondialisation commerciale des chaînes de valeur ; sa transformation en crise systémique doit quant à elle être mise en relation avec la financiarisation de la santé et avec le développement du management des finances publiques à la mode capitaliste qui les a considérablement fragilisées.

Ainsi, même s'il s'avère finalement que le SARS-CoV-2 serait le produit d'une manipulation de coronavirus « naturels » qui aurait échappé à ses manipulateurs du fait d'un défaut de sécurité dans le laboratoire de Wuhan³⁸, la récurrence des épidémies virales depuis l'apparition du sida met en évidence plus généralement un « transfert zoonotique », direct ou *via* la chauve-souris, du pangolin à l'homme³⁹. Or, pour l'épidémiologiste Rob Wallace et ses collègues, qu'on peut ici citer, un tel transfert est le résultat de la pression sur les milieux forestiers des pratiques extractivistes de l'agrobusiness international :

L'augmentation de l'occurrence des virus est étroitement liée à la production alimentaire et à la rentabilité des sociétés multinationales. Quiconque cherche à comprendre pourquoi les virus deviennent plus dangereux doit

³⁰ Voir par exemple Group of Thirty, 2015 ; Ninet, 2017 ; Bartsch, 2019.

³¹ Defraigne, 2020, 2.

³² Ces « économistes aiment à se représenter toute “anomalie” échappant à leur conception idyllique des économies de marché » comme un « choc » exogène (Aglietta et Khanniche, 2020, 1). Voir par exemple Aghion, 2020 ; Baldwin et Weder di Mauro, 2020 ; Draghi, 2020 ; Gourinchas, 2020.

³³ Defraigne, 2020, 2. Voir aussi Morvant-Roux et al. (2020, 8) qui considèrent également qu'« attribuer à une pandémie (qui serait exceptionnelle, donc aurait été en tant que telle imprévisible) la cause unique des troubles économiques actuels est un moyen commode d'ignorer les dysfonctionnements par nature récurrents des forces économiques dominantes et les choix (politiques) qui ont été faits, sans bien en mesurer sans nul doute toutes les implications à court, à moyen et à long termes ».

³⁴ Aglietta et Khanniche, 2020, 1.

³⁵ Levy-Mozziconacci et al., 2020. Voir également Cary et Rodriguez, 2020 ; Charles, 2020.

³⁶ Levy-Mozziconacci et al., 2020.

³⁷ Aglietta et Khanniche, 2020, 1.

³⁸ Jacobsen, 2021.

³⁹ Andersen et al., 2020.

étudier le modèle industriel de l'agriculture et, plus particulièrement, de l'élevage animal. À l'heure actuelle, peu de gouvernements et scientifiques sont prêts à le faire. Bien au contraire. Lorsque de nouveaux foyers apparaissent, les gouvernements, les médias et jusqu'à la plupart des établissements médicaux sont tellement pris par l'urgence qu'ils écartent les causes structurelles qui poussent de multiples agents pathogènes marginaux à devenir soudainement des célébrités mondiales, les uns après les autres⁴⁰.

Pour ces spécialistes, il ne fait pas de doute que la Covid-19 est un produit du système capitaliste globalisé et que la crise sanitaire est aussi et d'abord, à l'origine, une crise écologique et systémique :

Plutôt que messager de la nature, le coronavirus qui nous affecte doit son existence à un vaste réseau de relations : grandes places financières mondiales, marchés aux animaux, néo-libéralisation des politiques de santé publique, confinement des travailleurs et industrialisation de l'élevage animal⁴¹.

La Covid-19 s'est aussi développée en suivant les routes internationales du commerce et du *business* pour se diffuser à l'ensemble du monde. Ainsi :

Ce qui transforme des circulations locales et bénignes de virus en pandémie menaçant en quelques semaines des milliards de personnes, ce sont les circuits globaux du capital. En suivant ceux-ci, on constate par exemple qu'Alicia Glen, ancienne maire adjointe de New York, a précédemment travaillé chez JP Morgan. Or, cette entité financière a investi ces dernières années dans l'entreprise Smithfield, leader mondial de la production industrielle de porcs, et dans d'autres mégafarmes près de Wuhan, cette concentration chassant de petits éleveurs de la filière porc et les conduisant à partir plus loin grossir le nombre (20 000) des fermes d'élevage d'animaux sauvages en Chine. Si l'on prend en compte cette géographie relationnelle, la pandémie est-elle partie de New York ou de Wuhan⁴² ?

Son développement pandémique, dans la variété de ses formes nationales, a en outre été facilité par la division internationale du travail accompagnant le développement du commerce mondial et la recherche d'une maximisation du profit global pour les actionnaires des firmes multinationales. Toutes deux ont été des obstacles au développement de réponses rapides à la prolifération du virus ; on a pu en effet constater l'irrationalité absolue des chaînes de valeur mondialisées pour la fourniture de biens essentiels en cas de pandémie (masques, tests, médicaments, petits matériels)⁴³, qui plus est dans un contexte où un risque élevé de ce genre de crise pouvait être anticipé du fait de la récurrence avérée de ce type d'épidémies⁴⁴. Cette récurrence, ces dernières années, d'épidémies proches de celle du coronavirus et l'existence, en France notamment, d'un Plan pour y faire face⁴⁵ démentent qu'il s'agit là d'un événement imprévisible.

Enfin et surtout, quelles que soient les origines exactes du SARS-CoV-2, la Covid-19 n'est devenue une crise multidimensionnelle à l'échelle mondiale qu'en raison de la crise préexistante des systèmes de santé publique soumis, en vertu de l'idéologie néolibérale, à des politiques économiques d'austérité drastique et de privatisation, ainsi qu'à une gestion bureaucratique indexée aux règles du « nouveau management public ». Une comparaison entre la France et l'Allemagne montre à l'évidence que son impact létal est corrélé à l'état des systèmes publics de soins, état lui-même en rapport avec les réquisits du néomercantilisme en matière fiscale et de la globalisation financière en matière monétaire. La situation de déliquescence du système hospitalier public en France, mise en évidence bien avant la pandémie par les mouvements sociaux des

⁴⁰ Wallace, 2020, 3.

⁴¹ Wallace et al., 2020. Sur l'impact écologique du « capitalisme vert » et l'usage des biotechnologies, les agro-techs, en agriculture, voir Tordjman, 2021.

⁴² Wallace et al., 2020.

⁴³ « Pourquoi la France administre-t-elle si peu de tests : en partie parce qu'elle a poussé la délocalisation des chaînes de valeur beaucoup trop loin ; les Allemands produisent eux-mêmes les réactifs pour leurs tests, pas nous » (Aghion, 2020). En France, la dépendance à l'offre étrangère via les chaînes de valeur internationales est particulièrement forte dans l'industrie où elle atteignait plus de 30 % en 2014, et celle par rapport à la Chine a été multipliée par 6 entre 1995 et 2014 (Reshef et Santoni, 2020). Il faut y ajouter la dépendance directe à l'égard des importations de biens de consommation. Selon Geschel et al. (2020), une baisse de la productivité de 10 % dans l'ensemble des secteurs en Chine conduirait à une chute du PIB français de 0,27 %, « ce qui est considérable » compte tenu des taux de croissance anticipés actuels qui sont largement inférieur à 1 %. Voir aussi Bonneau et Nakaa, 2020 ; Berthou et al., 2020 ; Serfati, 2020.

⁴⁴ Sur l'impréparation bureaucratique, en dépit des précédentes alertes épidémiques, et sur la panique des dirigeants politiques qui en a résulté dans le cas français, voir Bergeron et al., 2020. Voir également Hirsch, 2020.

⁴⁵ Bergeron et al., 2020.

personnels hospitaliers, explique sans doute en grande partie la différence de létalité avec l'Allemagne⁴⁶. Plus généralement, la crise sanitaire actuelle ne serait pas aussi grave si les systèmes de santé, notamment dans les pays les plus riches, n'avaient pas été sous-financés, dévalorisés et victimes d'une bureaucratisation néolibérale⁴⁷.

La crise sanitaire de la Covid-19 n'est donc pas un choc exogène. Il s'agit bien d'une crise endogène au système capitaliste néolibéral, financiarisé, mondialisé et dérégulé, et au néomercantilisme et à l'extractivisme qui caractérisent ce système⁴⁸. La Covid-19 n'est pas un ennemi extérieur, un envahisseur, qui nous attaquerait ; elle est une sorte de cancer social, la résultante de processus propres, endogènes au capitalisme néolibéral tel qu'il s'est imposé à partir des années 1980. La crise générale qu'elle a engendrée est la première manifestation d'ampleur globale de la crise écologique dont le capitalisme néolibéral continue de dénier les risques d'occurrence ou pense qu'elle pourra être évitée simplement en mobilisant des innovations technologiques. Or, on vient de le vivre, celles-ci n'ont pas été au rendez-vous tout au long de l'année 2020, et les dégâts sociaux et individuels de toutes sortes provoqués par le « grand confinement » ne pourront sûrement pas être réparés uniquement grâce à de nouvelles technologies. Enfin, avec le problème des variants et, surtout, l'impossibilité de vacciner l'ensemble de l'humanité dans le cadre du modèle économique néolibéral, on peut s'interroger sur la capacité de vaccins à éradiquer la pandémie⁴⁹. Aussi, pour éviter de telles crises à l'avenir, faut-il s'attacher à mieux « comprendre comment l'humanité s'est conduite elle-même dans un tel piège⁵⁰ ».

LA CRISE SANITAIRE, DERNIERE PHASE D'UNE CRISE FINANCIERE STRUCTURELLE DU CAPITALISME NEOLIBERAL ?

Une profonde récession est inévitable. [...] Il est déjà clair que la réponse doit impliquer une augmentation significative de la dette publique. La perte de revenus subie par le secteur privé – et toute dette contractée pour combler le vide – doit finalement être absorbée, en tout ou en partie, par les finances des gouvernements. Des niveaux de dette publique beaucoup plus élevés deviendront une caractéristique permanente de nos économies et s'accompagneront d'une annulation de la dette privée. C'est le rôle de l'État de déployer son bilan pour protéger les citoyens et l'économie contre les chocs dont le secteur privé n'est pas responsable et qu'il ne peut absorber⁵¹.

C'est dans cette perspective que nous nous risquons à poser l'hypothèse selon laquelle la crise sanitaire actuelle n'est rien d'autre que la phase IV, ultime, de la crise générale structurelle du capitalisme néolibéral déclenchée en 2007 par la crise des *subprimes* aux États-Unis (phase I), et qui s'est poursuivie avec la crise des dettes souveraines dans la zone euro (phase II) et la crise des dettes privées externes des pays émergents (phase III).

Inscrire la crise d'aujourd'hui dans cette série, dans cette suite de stades à travers lesquels la crise du capitalisme néolibéral financiarisé et mondialisé s'est approfondie et a muté en une crise générale de dépression par les dettes et la déflation, conduit à formuler deux considérations :

- de la phase I à la phase III, la crise financière est cumulative, elle s'étend car, dans chaque phase, seuls les symptômes de la « maladie de la dette » concernée sont traités, et la thérapie n'aboutit qu'à repousser le mal ailleurs dans l'espace mondial et sur une autre catégorie de dette (*hedging*) ;

⁴⁶ Malgré une forte reprise de la pandémie en Allemagne et des problèmes de manque de personnels en réanimation, au 16 janvier 2022, on y comptabilisait 8 021 339 cas de Covid et 115 654 décès pour environ 83 millions d'habitants, alors qu'en France on dénombrait 14 172 384 cas dont 126 967 décès pour environ 67 millions d'habitants, malgré une moindre létalité en France par rapport à l'Allemagne, relativement au nombre de cas. Source : <https://www.coronavirus-statistiques.com/stats-globale/toutes-les-statistiques-coronavirus-covid19/>

⁴⁷ Hibou, 2012, 2013.

⁴⁸ Aglietta et Khanniche, 2020 ; Boyer, 2020a, 2020b ; Wallace et al., 2020 ; Morvant-Roux et al., 2020

⁴⁹ Bollyky et Bown, 2020a, 2020b.

⁵⁰ Wallace et al., 2020.

⁵¹ Draghi, 2020.

- pour la phase IV dans laquelle on est aujourd’hui, on doit se demander quelle est la nature de la dette plus particulièrement dévoilée par la crise sanitaire, et tenter d’élucider la spécificité de sa maladie, d’en faire le diagnostic, en faisant une comparaison avec celles des phases précédentes, pour envisager les évolutions et les traitements possibles.

Les trois premières phases de la crise générale du capitalisme financiarisé globalisé

De la phase I à la phase III, d’une crise amorcée au départ, en 2007-2008, aux États-Unis et concernant l’endettement des ménages, on passe ensuite à une crise initiée en 2010-2011 dans l’Union européenne (zone euro) et concernant les dettes dites souveraines des États, puis à une crise en 2015-2016 de l’endettement externe des entreprises dans divers pays émergents, dont la Chine. Ces différences de lieux, de moments et des types de dettes fauteuses de trouble témoignent de la diversité des capitalismes nationaux quant aux points de plus grande faiblesse de leurs systèmes financiers ; elles n’empêchent pas néanmoins que, dans chaque phase, du fait de la liberté de circulation des capitaux et de possibles effets d’éviction entre les divers types d’endettement, l’ensemble du monde soit impacté, comme le montre l’enchaînement des crises. Dans aucune de ces trois phases, des réformes s’attaquant aux racines des déficits institutionnels mis à nu par la crise n’ont été entreprises.

Dans la phase I, conformément au « régime néolibéral » où « l’intervention des autorités politiques et monétaires consiste à privatiser les gains et socialiser les pertes⁵² », le sauvetage du système financier aux États-Unis d’abord, puis dans les autres pays contaminés, a consisté à transformer des dettes privées impayables en dettes publiques, d’où une très grande pression sur les finances publiques qui a rapidement conduit à des crises de dette publique dans la zone euro et à une crise de l’euro lui-même. Selon le modèle métaphorique de Machiavel et de Fisher, la maladie de la dette s’est transformée en maladie de la monnaie faute d’intervention publique rapide et adéquate.

Dans cette phase II, la crise de l’euro a conduit au renforcement des politiques d’austérité dans l’Union européenne et à un désendettement des États membres en quête de crédibilité pour leurs « dettes souveraines ». Ces politiques récessives et procycliques ont alors fortement renforcé les tendances à la baisse de la demande mondiale de biens et services et de la demande de crédits, ce qui a généré une réorientation des mouvements internationaux de capitaux, d’ordre largement spéculatif (obligations à haut rendement et crédits privés de la part du *shadow banking*), vers les dettes privées externes des entreprises, principalement des pays émergents, dont la Chine. Dans un contexte de grande récession, ces dettes qui supportent un double risque de taux d’intérêt et de taux de change, et donc des *spreads* élevés par rapport aux emprunts publics, après avoir atteint un pic très élevé en 2015, se sont révélées difficilement soutenables économiquement et financièrement ; en 2016 notamment, la Chine connaît un krach sur ce type de dettes, la banque centrale chinoise devant les racheter en masse en puisant dans ses réserves de bons du trésor américain pour soutenir sa monnaie. Cette crise est largement restée inaperçue du grand public, en comparaison des deux autres, dans la mesure où les risques de défaut sur ce type de dettes ne semblent pas impacter les systèmes bancaires nationaux ; on peut ainsi parler d’une *shadow crisis*. Néanmoins, c’est dans cette phase III que la dette externe des entreprises devient « le cœur des vulnérabilités financières accumulées dans le secteur privé » (en 2019, 50 % des obligations à haut rendement des sociétés, contre 34 % en 2008, sont notées au plus bas par les agences de notations). C’est donc « une finance dont la structure a été profondément transformée et qui souffre de vulnérabilités multiples qui affronte la crise pandémique⁵³ ».

⁵² Aglietta et Khammache, 2020, 1.

⁵³ *Ibid.*, 3.

Au total, il s'avère que la « doctrine » financière néolibérale « entraîne une trajectoire d'augmentation à long terme de l'endettement dans les nations qui y sont soumises » et que « l'originalité des dix années qui ont suivi la grande crise financière (de 2008) est la généralisation mondiale de cette logique⁵⁴ » :

Au lieu de se réduire après la crise, la dette totale des pays avancés (secteurs public et privé) est passée de 250 % de leur PIB en 2008 à 268 % en 2019 [...] ; celle des pays émergents de 119 % à 189 %. Les pays émergents ont largement contribué à la trajectoire ascendante de l'endettement après la crise financière. En outre, l'essor de l'endettement dans le secteur privé a basculé d'un *momentum* polarisé sur les ménages des pays avancés, principalement des États-Unis, dans la première décennie du siècle, à une expansion de la dette des entreprises non financières, surtout focalisée sur les pays émergents, dans la deuxième décennie. [...] La dette des entreprises est donc devenue le cœur des vulnérabilités financières accumulées dans le secteur privé⁵⁵.

Tout s'est donc passé comme si le jeu avait consisté à se repasser le mistigri du surendettement entre ménages étatsuniens, États européens et entreprises des pays émergents, principalement la Chine. Les fragilités se sont étendues à l'ensemble des dettes et accumulées, l'accroissement de dettes privées externes des entreprises des pays émergents n'empêchant pas que tant les dettes privées des ménages étatsuniens que les dettes publiques des États de l'UE restent à des niveaux eux aussi excessivement élevés⁵⁶. Sous cet angle, on peut interpréter la pandémie du coronavirus comme un dernier transfert de ce mistigri par la Chine à l'ensemble du monde, et donc parler d'une menace de pandémie du surendettement.

Une nouvelle phase spécifique de crise de suraccumulation de dette sociale par l'État

La phase IV dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est toutefois spécifique car elle n'a pas été initiée par une crise financière endogène comme ont pu l'être les trois phases précédentes, son fait générateur n'étant pas proprement économique, au moins en apparence. Nous pensons pourtant pouvoir la considérer comme une crise d'endettement. Cela implique évidemment de prendre nos distances par rapport à l'imaginaire économique et financier du sens commun qui assimile toute dette à une dette d'origine contractuelle, contractée auprès d'institutions financières et négociable sur un marché. Mais est-ce là le seul type concevable de dette ? Certes pas si on adopte un point de vue socio-anthropologique qui ne réduit pas toute société à son économie et celle-ci à une économie marchande. Certes pas si, dans une perspective d'économie institutionnelle, on tient compte de la place encore très importante que jouent dans nos sociétés actuelles les principes économiques d'intégration sociale par la répartition (redistribution/prélèvement) et la réciprocité (don/contre-don).

Ces principes sont en effet tout aussi générateurs de dettes que l'échange marchand car, comme dans celui-ci, lorsque le paiement se fait à terme⁵⁷, toute prestation y appelle sa contrepartie, qui devient une dette dès lors qu'il n'y a pas simultanéité entre le reçu et le rendu, ce qui est le cas avec l'obligation sociale de payer l'impôt ou de rendre un don après l'avoir accepté. En revanche, à l'inverse des dettes négociables sur un marché, ces dettes n'ont rien de contractuel, elles sont tutélaires et non remboursables : ce sont des dettes d'appartenance à des groupements sociaux faisant autorité (familles, clans, communes, communautés religieuses, Églises, associations, nations, États). Par ailleurs, elles ne sont pas fondées sur une équivalence entre le distribué/donné et le rendu, et le paiement ne permet pas de couper la dette, de s'en affranchir, bien au contraire, il la relance en l'honorant⁵⁸.

⁵⁴ *Ibid.*, 2.

⁵⁵ *Ibid.*, 2.

⁵⁶ Selon Charrel et al. (2019), au premier trimestre 2019, « la dette totale des entreprises (hors secteur financier) culminait à 91,4 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, en hausse de 20 points sur vingt ans, selon l'Institut de la finance internationale (IFI), une organisation regroupant les grands établissements financiers. Elle est désormais plus élevée que celle des gouvernements (87,2 % du PIB, en hausse de 30 points depuis 2000), et que celle des ménages (59,4 %, en hausse de 16 points) ». On voit néanmoins que ce sont les dettes publiques qui ont le plus augmenté.

⁵⁷ L'économiste institutionnaliste John R. Commons considère qu'une transaction marchande ouvre deux formes réciproques de dette, une dette de performance (livrer la marchandise) et une dette de paiement (pour compenser et sanctionner le transfert du droit de propriété sur la marchandise livrée). Ces dettes ne transparaissent que si on ne paie pas comptant un bien déjà produit.

⁵⁸ Théret, 2018c.

Ces types de dette occupent une place importante en anthropologie. Ils se rapportent à la notion de « dette de vie » qui renvoie au fait que les humains sont mortels et sexués, mortels parce que sexués⁵⁹, deux traits fondamentaux de l'humanité que la symbolique économique néoclassique qui est au cœur de l'idéologie néolibérale a fait passer par pertes et profits. En effet, les humains reçoivent la vie en naissant, la donnent en procréant et la rendent en mourant. Ils sont en outre dotés d'une capacité à symboliser qui leur est spécifique dans le monde vivant, ce qui fait que, pour l'humain, la reproduction sexuée et la mort ne sont pas réductibles à la reproduction de la « vie en elle-même » (*zoe*), mais sont porteuses de sens, d'affects (amour), de croyances, de valeurs (*bios*). La dette de vie est ainsi une représentation symbolique, une croyance en un endettement originel de l'homme vis-à-vis d'autorités imaginaires ou réellisées représentant l'en-deçà et l'au-delà de la vie. Cette représentation s'incarne, différemment selon les sociétés, dans des pratiques sociales régies précisément par les principes de répartition et de réciprocité.

La dette de vie est ainsi inséparable de l'autorité souveraine, tutélaire et protectrice, qu'on imagine éternelle, car immortelle et source ultime de la vie. Il en résulte qu'elle peut être considérée comme étant à l'origine de la monnaie, comme l'illustrent maintes monnaies sacrificielles et cérémonielles. Elle est de la sorte au cœur de la reproduction des sociétés, toute société, tout groupement, assurant sa pérennité par-delà la mortalité de ses membres en entretenant et en développant son « capital-vie » global et en le transmettant entre générations⁶⁰.

Dans l'État démocratique se référant à l'autorité souveraine du peuple, cette dette de vie prend la forme d'une « dette sociale », dette-devoir de protection de l'État à l'égard du peuple souverain qui lui délègue sa souveraineté⁶¹. Cette dette, composée de droits sociaux honorés sous forme de dépenses sociales pour la santé, l'éducation, la sécurité, etc., a pour contrepartie des prélèvements fiscaux ou parafiscaux. La dette sociale a ceci de particulier que la communauté de ses débiteurs se confond avec celle de ses créanciers ; il s'agit une dette mutuelle. La dette sociale est aussi en effet créance sociale, chaque citoyen, membre du souverain, étant à la fois créancier et débiteur, et le bilan global en est *a priori* à tout moment égal à zéro, même si le montant total des actifs, et donc aussi des passifs, augmente quant à lui avec la population et la qualité de sa protection collective. Les bilans individuels, en revanche, qui sont variables dans le temps en fonction de la phase de la vie de chacun et des principes de justice distributive qui régulent la société et légitiment l'existence de pouvoirs chargés de tenir les comptes, peuvent être positifs, négatifs ou nuls, et ne doivent jamais être soldés pour que la société continue son cours⁶². La reproduction au jour le jour comme à long terme du « capital-vie » d'une population formant une société souveraine passe par le bouclage du circuit économique de ses finances publiques. L'émission par l'État, ou d'autres pouvoirs publics, de monnaies de paiement gagées sur des anticipations d'impôts, et dont le reflux dans les caisses du Trésor public passe par le paiement effectif de ceux-ci, trouve dans ce circuit sa rationalité et sa légitimité.

Dans cette perspective, la crise pandémique actuelle peut être qualifiée de crise de la dette sociale de protection contractée par les États à l'égard des peuples souverains, dette accumulée pendant les presque quarante dernières années de régime néolibéral, en même temps que croissaient la masse et la charge de la « dette souveraine » de ces mêmes États vis-à-vis des marchés financiers. La pandémie et l'incapacité des États à lui apporter des réponses proprement sanitaires mettent en évidence l'existence de cette dette sociale non soldée à l'égard de leurs créanciers qui, en France dès avant la pandémie, en réclamaient déjà le paiement. Le moment paroxystique de la crise, où la décision de confiner plus ou moins drastiquement la population a

⁵⁹ Voir Jacob (1970) sur l'importance de la sexuation et de la mort par le vieillissement dans l'évolution de l'espèce humaine.

⁶⁰ Aglietta et al., 2016 ; Théret, 2008, 2009.

⁶¹ Parler de dette sociale, en reprenant la notion de Durkheim et des « solidaristes », est une manière d'aborder la question de la biopolitique sous son aspect économique, en partant de l'idée que toute société est un tissu de dettes-créances de divers types. Et poser l'hypothèse de la dette de vie conduit à considérer que, dans toute société, il y a une biopolitique, mais que celle-ci n'apparaît en tant que telle que dans les sociétés différenciées où le politique est différencié du religieux, de l'économique et du domestique.

⁶² L'autorité souveraine en démocratie, le peuple, est créancier de la dette sociale mais il en est aussi le débiteur, car du fait que son capital-vie est protégé et reproduit indéfiniment, il doit en contrepartie honorer cette dette par des paiements récurrents. Ces contributions sont centralisées et redistribuées en fonction des capacités contributives, d'un côté, et des besoins de protection, de l'autre, des divers individus membres du peuple.

été prise, en arrêtant une grande part de l'activité économique tout en soutenant les revenus, exprime un retour du refoulé, l'idée que la dette sociale est la source essentielle de la légitimité de l'État. Mais cette prise de conscience est paradoxale puisque les mesures de protection sont financées par un surendettement public, ce qui, à terme, ne peut, toutes choses égales par ailleurs, que relancer les politiques d'austérité et une crise déflationniste.

On entrevoit alors pourquoi cette phase IV de la crise globale du capitalisme néolibéral peut être vue comme sa crise ultime. La crise étant généralisée et simultanée à l'ensemble des épicentres des crises des trois phases précédentes (États-Unis, Europe, Chine et émergents), zones auparavant touchées séparément et à la suite l'une de l'autre, il est fort probable que les institutions financières actuelles, tant internationales que nationales, n'aient plus les moyens de restabiliser le système conformément au régime libéral de socialisation des coûts et de privatisation des bénéfices.

A contrario, dans la mesure où il est fondé d'associer la maladie actuelle de l'endettement social des États à la maladie de la monnaie propre au régime financier libéral, à savoir la carence de monnaie qui ne soit pas un actif financier porteur d'intérêt (du fait de la répression monétaire des États), on peut en déduire que traiter la maladie de la dette sociale ne peut se faire qu'en traitant préalablement cette pathologie monétaire. On reviendra sur ce point. Auparavant, il nous faut chercher à comprendre et à expliquer l'origine et la nature du surendettement social des États.

LA CRISE DE LA COVID-19 EN TANT QUE CRISE FINANCIÈRE DE SURENDETTEMENT SOCIAL DES ÉTATS

Un monde matérialiste comme le nôtre, qui a sacrifié les grands systèmes de sens et les rituels, a mis dans les mains de chacun le sentiment d'être maître de son destin. On ne peut plus se reposer sur les croyances collectives lorsque l'incertitude rejaillit ou qu'advient la peur de ne plus faire partie de la communauté... [...] La quête aujourd'hui massive d'estime de soi [...] traduit notre besoin d'être rassuré sur notre capacité à être accepté. Gagner en estime de soi [...] est la réponse de notre société individualiste à la perte de lien social et de sens. Mais cette inflation d'ego ne remplacera jamais un système de valeurs partagées. [...] cette civilisation qui promettait le bonheur pour tous par le confort est intenable⁶³.

[La bioéconomie du corps humain est] l'expression ultime du capitalisme qui se nourrit des promesses et des espoirs portés par les innovations biomédicales. [...] À l'échelle individuelle, chaque maladie, chaque défaillance physique, chaque souffrance et chaque mort représentent autant de drames qui justifient en eux-mêmes tous les traitements et toutes les expérimentations. Lorsque ni la religion ni l'adhésion à un corps politique ne peuvent donner un sens au tragique de l'existence, seules les promesses portées par les avancées biomédicales semblent une réponse à l'angoisse et à la douleur. Or, dans un monde marqué par le vieillissement et par le culte de la santé parfaite, la somme des tragédies individuelles est exponentielle et donc théoriquement illimitée. [...] La valorisation de la vie biologique individuelle participe de la dépolitisation des sociétés occidentales. [...] À longue échéance, le repliement sur soi et l'idéal de la santé parfaite risquent finalement de conduire à la désintégration du corps social. [...] Le plus grand danger du biocapital : [c'est de] faire croire que la vie individuelle peut s'épanouir en dehors du lien social qui lie les corps les uns aux autres⁶⁴.

Si la santé, en tant que composante essentielle de la dette de vie, est au cœur de la légitimité des États, comment expliquer l'état actuel de déliquescence des systèmes de santé publique dans les États néolibéraux où la souveraineté du peuple est pourtant mise en exergue ? L'explication économique mettant en avant des coupures budgétaires et l'impact de la bureaucratisation néolibérale est pertinente, mais insuffisante, ne serait-ce que parce qu'elle peut s'appliquer à divers types de dépenses publiques et laisse de côté la question de leur légitimité. Pour comprendre le désengagement financier de l'État néolibéral de cette fonction cruciale pour sa légitimation qu'est la bonne santé des membres du corps politique, c'est sur les conceptions néolibérales de la santé qu'il faut s'interroger. Divers travaux en sciences sociales montrent en effet que la santé a été profondément redéfinie depuis les années 1970, et suggèrent qu'il s'agit sans doute d'un élément

⁶³ Bohler, 2020b, 77.

⁶⁴ Lafontaine, 2014, 243-247.

clef permettant de comprendre le processus néolibéral de dévalorisation de la dette sociale et d'expliquer sa suraccumulation dont la crise de la Covid-19 est l'expression.

C'est alors sur la notion de privatisation de la santé qu'il convient de revenir. Cette privatisation a pris plusieurs formes : la plus visible et étudiée est la pénétration de la logique économique capitaliste dans l'ensemble du système hospitalier⁶⁵ ; d'autres, plus dissimulées et moins analysées, ont trait à la privatisation de la notion de santé elle-même, passant par sa redéfinition et sa réduction à une santé individuelle différenciée en deux niveaux qui ont fini par se rejoindre, le mental et le biologique. C'est sur ces dernières que nous allons nous attarder un instant car il s'agit là d'un aspect peu exploré, surtout dans le monde francophone, du processus de développement du capitalisme néolibéral et de sa financiarisation, bien que crucial pour comprendre la forme inédite de sa maladie actuelle.

Une santé mentale incorporée (« somatisée »), désocialisée et constitutive d'une nouvelle conception de la santé de l'individu souverain

Alain Ehrenberg, mais aussi Nikolas Rose dans le monde anglophone, ont montré que, à partir des années 1970, la santé mentale avait été redéfinie en même temps qu'était promu et prenait chair dans le monde réel l'idéal-type néolibéral de l'individu autonome, propriétaire de lui-même, capable de s'auto-activer et de s'autocontrôler. Pour Ehrenberg, selon ce nouveau paradigme, « être en bonne santé mentale, c'est être capable d'agir par soi-même de façon appropriée », c'est être un individu souverain qui a pris acte que l'avenir est nécessairement « instable et incertain », et y fait face. Aussi, le risque de maladie mentale n'est-il plus endogène à l'individu autonome, il réside dans sa socialisation, la santé mentale étant « un équivalent de la bonne socialisation⁶⁶ ».

Dès lors que l'autonomie de l'individu « occupe le statut d'une valeur suprême », apparaît « une *nouvelle morbidité* de nature comportementale » dont le modèle est la dépression, reconceptualisée comme une « pathologie de l'émancipation individuelle » ; celle-ci, avec d'autres « “réactions physiologiques” aux attentes de l'autonomie », comme différentes formes d'anxiété, va constituer « le vaste domaine de la santé mentale ». Mais cette nouvelle morbidité ne relève pas seulement du domaine (traditionnel) de la maladie mentale, elle s'étend au domaine général de la vie sociale, dans le travail, l'éducation et la famille, et à ses maux.

La dépression, « pathologie très récidivante ou à tendance chronique », est la maladie de ceux qui se révèlent incapables de faire face à cette injonction à l'autonomie. Elle touche à divers degrés les individus qui ne sont pas aptes ou préparés à affronter seuls, ou sans prothèses, un avenir conçu comme nécessairement « instable et incertain » ou à se conformer à l'idéal de l'individu entrepreneurial autorégulé. Comme les maux de l'autonomie sont « le rappel de l'existence d'une dimension passionnelle de la vie sociale » et qu'il est difficile d'éliminer ces éléments passionnels, la bonne santé individuelle implique une prise en charge de ces « pathologies de la vie de relations qui invalident la liberté du sujet atteint » que sont la dépression et les autres syndromes de même type. Par chance, parallèlement à la redéfinition de la dépression par la psychiatrie (dans les années 1970), « l'industrie pharmaceutique lance une nouvelle génération de molécules » « sans danger et confortables », qui permettent de calmer les passions irrationnelles et les autres angoisses des sujets dépressifs, sans pour autant les abrutir, et donc en les maintenant actifs et capables d'autodiscipline. La conception nouvelle de la maladie mentale ouvre ainsi d'énormes débouchés à l'industrie pharmaceutique qui ne manque pas de les exploiter, notamment en étendant le champ des diagnostics des « pathologies de relations » pour élargir le marché des antidépresseurs et autres anxiolytiques, avec la complicité rémunérée des psychiatres étatsuniens regroupés dans l'Association américaine de psychiatrie (APA) ; celle-ci publie notamment, en l'actualisant régulièrement, un *Manuel statistique et diagnostique des troubles mentaux*

⁶⁵ Voir entre autres Pierru, 2007 ; Belorgey, 2010 ; Belorgey et Pierru, 2017.

⁶⁶ On suit ici librement, sauf mention explicite d'un autre auteur, Ehrenberg (1998 et 2013).

(DSM) qui est le fruit d'« une co-production de la maladie, du diagnostic et du traitement » et sert de référence pour les psychiatres du monde entier⁶⁷. Et quand le rôle des industries pharmaceutiques dans le développement du nouveau modèle de santé mentale devient prédominant, que les frontières entre santé mentale et santé générale se brouillent, des symptômes comportementaux auparavant nullement considérés comme pathologiques sont désormais diagnostiqués comme tels, avec les traitements correspondants.

C'est là une conception de la santé mentale qui n'est pas sans lien avec l'idéologie néolibérale. En effet, l'individu y est considéré comme souverain, et la société est le problème, pas la solution. La vie en société est par essence pathogène ; placée sous l'empire des passions et de l'incertitude, elle entrave l'épanouissement du Moi autorégulé de l'individu autonome. Aussi, diverses formes « d'accompagnement », « éventuellement sur la durée d'une vie » – soit des produits, des personnes ou des organisations –, sont-elles nécessaires pour que l'individu qui se veut entrepreneur de lui-même soit capable de faire face individuellement aux difficultés de la vie liées à sa socialisation. La figure de l'individu autonome est donc moins une réalité immédiate qu'un idéal à faire advenir en changeant les institutions. Faire advenir cet individu autonome en bonne santé mentale exige d'éliminer la dimension passionnelle de la vie sociale ; pour ce faire, la thérapeutique consiste moins à arbitrer des conflits internes à la personne ou entre personnes qu'à les mettre à distance pour « faciliter institutionnellement l'action individuelle » – ce que font très bien les antidépresseurs. Car c'est en facilitant l'action individuelle et en entravant l'action collective motivée par la nécessité de régler des conflits que la vie sociale peut être dépolitisée et dépassionnée et l'État réduit à un accompagnement⁶⁸.

Par ailleurs, l'individu autonome qui se veut souverain se leurre car il n'est pas « tout puissant ou libre de faire ce qui lui convient ». Il doit en effet se conformer en permanence au modèle de l'entrepreneur de soi-même, ou alors, en cas de difficulté, se soumettre aux instances accompagnatrices qui, « par des voies multiples, pharmacologiques et psychothérapeutiques, mais aussi sociopolitiques », ont pour mission et règle commune de produire une individualité conforme au modèle. Car hors de ce modèle, point de salut ; ce n'est pas « un choix que chacun peut faire de manière privée, mais une règle valable pour tous sous peine d'être mis en marge de la socialité⁶⁹ ». Du fait de ces accompagnements, de la règle de référence, la liberté du sujet est perdue ; il ne reste à l'individu d'autre choix que le choix rationnel dépassionné, le calcul des intérêts, une rationalité instrumentale déssubjectivisée. On retrouve ici le modèle néoclassique de l'économie de marché autorégulée où des individus autonomes, prétendument souverains et mobilisés par la maximisation de leur intérêt propre, sont soumis à la loi du marché (la véritable autorité souveraine). On retrouve aussi dans l'idée d'aide au retour dans le droit chemin de l'autonomie individuelle l'idéal libéral classique de la bienfaisance destinée à s'autodétruire en remettant les pauvres au travail.

Il existe ainsi une très grande parenté entre le modèle de la bonne santé mentale et générale de l'individu entrepreneurial autonome et le modèle économique libéral de *l'homo œconomicus* maximisant rationnellement son intérêt individuel ; dans les deux modèles, les individus sont autonomes et le comportement sain de tous les individus conduit au bonheur de tous, dès lors que tout le monde optimise son intérêt individuel en respectant le cadre du modèle et la règle qu'il édicte. Et dans les deux cas, c'est la règle qui est souveraine, celle de l'individualité active autorégulée, et celle du marché efficient et autorégulateur. Enfin, dans les deux cas, l'idéal-type a vocation à être performé, à rentrer dans les faits, à être institué. S'il ne fonctionne pas, s'il est source de maladie mentale ou de crise économique, c'est son environnement qu'il

⁶⁷ « De nombreuses personnalités de la psychiatrie américaine – et mondiale – interviennent en tant que consultants pour les compagnies pharmaceutiques, dépendent d'elles pour le financement de leurs recherches, participent aux essais cliniques, aux tests et à l'évaluation de leurs produits, font partie des comités chargés de réviser et d'actualiser les critères de diagnostic, conseillent les autorités d'homologation sur l'acceptabilité et le risque des médicaments, et ont même des intérêts financiers et des parts dans les compagnies elles-mêmes » (Rose, 2003, 57). Pour une approche critique des DSM, voir Adam (2012) et St-Onge (2014).

⁶⁸ L'État néolibéral prend alors la forme de l'*enabling State*, l'État capacitant aux États-Unis (voir Gilbert et Gilbert, 1989 ; Gilbert, 2005), ou celle de l'« État social actif » en Europe (voir Vielle et al., 2005).

⁶⁹ Ainsi l'individu, sauf à être considéré comme malade mental, n'est pas libre de ne pas rechercher coûte que coûte son autonomie et de lier à sa convenance des relations sociales limitatrices de sa liberté afin de se rassurer face à l'incertitude de l'avenir.

faut modifier, pas le modèle lui-même qui est de l'ordre de l'intouchable, du sacré. Il faut inventer un nouveau médicament ou ajouter un nouveau marché.

Notons enfin, avec Nikolas Rose, que la redéfinition néolibérale de la santé mentale en termes d'individualité entrepreneuriale et autoréférentielle s'est accompagnée de nouvelles formes de socialité ou d'identité et de citoyenneté. Rose, en accord avec l'analyse d'Ehrenberg mais la jugeant trop culturaliste, met l'accent sur les dimensions somatiques, corporelles, de la nouvelle norme néolibérale. Il développe dans cette perspective un concept d'« individualité somatique » articulant la question de la santé mentale à celle de la santé corporelle et biologique. Pour Rose, être un individu « somatique », c'est codifier ses espoirs et ses craintes en fonction de son corps biomédical (c'est-à-dire compris à travers le langage de la biomédecine contemporaine), et essayer de se réformer, de se soigner ou de s'améliorer en agissant sur ce corps. C'est « comprendre ses troubles et ses désirs en termes de fonctionnement intérieur “organique” de son corps, et chercher à le remodeler – généralement par des interventions pharmacologiques ». Au lieu d'être « cartographiés sur un espace psychologique », ces affections le sont maintenant « sur le corps lui-même, ou sur un organe particulier du corps – le cerveau⁷⁰ ».

Ainsi, « les conceptions contemporaines de la santé et de la maladie sont largement posées en termes de dysfonctionnements corporels traitables » et la bonne santé des individus, dépassionnée, n'a trait qu'à la « vie en elle-même » (ce que certains appellent la « vie nue ») et à son entretien. Par là même s'opère une redéfinition exclusive de l'identité et de la citoyenneté par le biologique. À « l'individu somatique » correspond une « biocitoyenneté », nouvelle forme de citoyenneté centrée sur une politisation de la santé individuelle et sur l'émergence de revendications identitaires liées à des questions d'ordre biomédical. Rose considère alors que, « depuis la Seconde guerre mondiale, la santé des populations et le bien-être des individus ont pris le relais des grands projets politiques modernes pour s'imposer en tant qu'horizon collectif⁷¹ ». Il note également que cette évolution correspond au développement d'un biocapital, nouvelle forme de capitalisme qui a opéré une jonction avec les biotechnologies⁷².

De la santé mentale à la « santé parfaite » de l'individu autonome « molécularisé », « mine à exploiter » par le capitalisme biomédical financiarisé (biocapital)

Dans le capitalisme extractiviste, depuis toujours, « le monde vivant dans son ensemble », en tant que matière première et force productive, est considéré comme une mine à exploiter. Aussi, « le corps humain, dans sa vitalité biologique » est-il, selon Céline Lafontaine, par-delà la mise au travail des individus *via* le salariat, une mine de ressources biologiques (et notamment génétiques) susceptibles d'être transformées elles aussi en valeur marchande et en capital économique, dès lors que l'état des représentations sociales l'autorise et que le développement technoscientifique de la biologie le permet⁷³. Or c'est le cas dans la phase néolibérale actuelle du capitalisme « où chaque individu est conçu comme un entrepreneur devant investir dans son capital biologique », et où on peut donc parler, comme le fait Céline Lafontaine, d'un « *corps-marché* ». Dans une période d'« individualisme triomphant et de logique identitaire désormais associée au culte de la

⁷⁰ Rose, 2003, 54.

⁷¹ Ibid.

⁷² Les travaux sur le biocapital, très influencés par Marx et Foucault, sont peu développés dans le monde francophone qui a été atteint par la vague d'innovations biotechnologiques avec un décalage significatif dans le temps (pour des raisons éthiques et culturelles). Voir néanmoins les travaux précurseurs de Jean-Pierre Gaudillièvre (2002), Thierry Bardini (2004) et Nicolas Le Dévédec (2016). Le brevetage d'éléments et de produits du corps humain date de 1980 avec l'arrêt Diamond *vs* Chakrabarty de la Cours suprême américaine, qui institutionnalise la propriété intellectuelle sur le vivant, complété par le Bayh-Dole Act, qui permet aux chercheurs publics de créer des start-up pour valoriser leurs connaissances de manière privée (Tordjman, 2021). La porte n'est ouverte au sein de l'UE en la matière qu'en 1998 et en France qu'en 2004, et ce n'est qu'en 2015 que le pas de la brevetabilité d'un « produit obtenu par un procédé essentiellement biologique » est franchi (Bardini, 2020). Le travail de la sociologue Céline Lafontaine (2014), qui fait notamment une synthèse des travaux anglo-saxons, est plus qu'une très bonne entrée en la matière. Dans le monde anglophone, les travaux sont nombreux et certains font référence, notamment ceux de Rose déjà cité, de Kaushik Sunder Rajan (2006) et de Melinda Cooper (2008). Stefan Helmreich (2008) en propose un panorama d'ensemble et en fait une généalogie en distinguant deux grands courants, dont Cooper et Rose feraient la synthèse, un courant « marxiste féministe » se situant dans la filiation de l'anthropologue Marylin Strathern, et un courant « marxiste wéberien » influencé par le sociologue Paul Rabinow, courants tous deux inspirés non seulement par l'économie politique de Marx mais aussi par la biopolitique de Foucault.

⁷³ Dans cette partie, c'est Lafontaine (2014) qu'on suit librement, sauf mention explicite d'un autre auteur.

santé parfaite », « le *corps-marché* constitue l'infrastructure économique de la *société postmortelle*, dans laquelle le maintien, le contrôle, l'amélioration et le prolongement de la vitalité corporelle sont devenus les garants du sens donné à l'existence ».

Mais c'est l'essor de la biologie moléculaire et du génie génétique qui a permis qu'en même temps que la santé mentale était redéfinie, se développent à la fois la nouvelle conception de l'*« individu somatique »* complétant la figure de l'individu entrepreneurial, et une bioéconomie fondée sur l'extension à la vie humaine de la logique capitaliste, productive et financière, de mise en valeur marchande de la « vie nue ». Ainsi sont nés dans un même mouvement la forme inédite de capitalisme qualifiée, selon les auteurs, de biocapitalisme, de capitalisme biomédical, ou encore de capitalisme génétique, et l'idéal de la « santé parfaite » fondé sur « l'optimisation des potentialités biologiques et corporelles des individus » et qui vient compléter celui de l'individu entrepreneurial.

En fait, c'est tout à fait logiquement que la forme première de la somatisation de l'individu entrepreneurial autoréférentiel associée à la nouvelle notion de santé mentale en entraîne une seconde, la mise à disposition par cet entrepreneur de son corps, de sa « vie en elle-même », à d'autres entrepreneurs *via* divers marchés ou des pseudo-dons à une technoscience majoritairement soumise à la logique du biocapital. Cette seconde forme de « privatisation » de la santé concerne les champs dans lequel l'individu entrepreneurial doit ou peut investir ; elle ne concerne plus la seule dimension mentale des personnes (il est vrai tendanciellement réduite au fonctionnement biologique du cerveau) mais leurs corps « molécularisés⁷⁴ », c'est-à-dire conçus comme des assemblages d'éléments autonomes, décomposables, et susceptibles d'être isolés, prélevés, remplacés, ajoutés. Le corps humain, en tant que matière organique, n'échappe plus à la mise en valeur capitaliste du vivant : « Décomposé en une série d'éléments (gènes, cellules, organes, tissus), il est à l'origine d'un immense marché. Les limites de son exploitabilité sont sans cesse repoussées par l'industrie biopharmaceutique et la logique d'innovations qui gouvernent aujourd'hui la recherche biomédicale. »

En pratique, l'idéal de santé parfaite, fondée sur le plan scientifique sur les promesses de la biologie moléculaire, constitue le socle sur lequel se sont déployés la bioéconomie et le biocapital. « Dans la mesure où les sciences du vivant ont complètement modifié la conception de la vie humaine », « l'identité à l'ère post-génomique est devenue plus *biologique* que jamais », et « la perfectibilité du corps humain, par le biais des biotechnologies », est apparue comme « l'ultime horizon du monde contemporain », d'où le passage d'une médicalisation de la vie sociale, associée à la figure de l'individu entrepreneurial en bonne santé mentale, à sa biomédicalisation, associée cette fois à la figure de l'individu somatique animé par la promesse d'une santé parfaite.

Pour Céline Lafontaine, le concept de biomédicalisation recoupe cinq grands processus sociétaux liés entre eux par une logique d'influence et de co-construction réciproques, à savoir :

- I. un processus de privatisation croissante de la recherche en santé sur la base d'une réorganisation des rapports entre les universités et les industries ; le brevetage, la marchandisation des recherches biomédicales et la course à l'innovation technoscientifique ont donné lieu à la mise en place d'un immense marché globalisé ;
- II. un processus de « conception de plus en plus extensive de la santé » reposant « sur la surveillance, le diagnostic et l'identification des risques au niveau cellulaire et génétique » ;
- III. un processus d'extension grandissante du rôle des technosciences dans l'organisation des systèmes de santé, dans la pratique clinique et dans l'orientation de la recherche ;

⁷⁴ Rose, 2007.

- IV. un processus de démocratisation et de déprofessionnalisation du domaine médical qui traduit un nouveau rapport à l'information biomédicale et correspond à l'émergence de la biocitoyenneté ;
- V. un processus d'émergence de nouvelles représentations du corps et de l'individualité ; façonné par des valeurs consuméristes de bien-être et de performance, le corps est aujourd'hui l'objet d'une quête identitaire sans fin.

L'idée de « perfectionner le corps humain afin de le rendre plus performant » devient constitutive de l'individualité entrepreneuriale et somatique, quintessence de l'esprit du libéralisme économique dans sa forme la plus extrême, le libertarianisme. Comme pour la règle régissant les « accompagnements » de la dépression, l'idéal éthique de la santé parfaite n'est pas qu'un élément du cadre idéologique néolibéral ; il dessine les contours de programmes d'action à performer, d'institutions à faire advenir. Il définit un horizon, un àvenir désirable qu'on peut anticiper et sur lequel on peut parier et investir du capital. Il est la base de la financiarisation de la bioéconomie qui n'est qu'une autre « économie de la promesse⁷⁵ ».

Il existe d'ailleurs un isomorphisme et une convergence entre les fondements technoscientifiques du capitalisme financier et ceux du capitalisme biomédical, car dans les deux cas il s'agit de concrétiser l'idéal, d'un côté, d'une société à l'équilibre général, grâce à l'institution d'un système complet de marchés et, de l'autre, d'un individu à la santé parfaite, grâce à l'institution d'un système complet de bio-objets lui servant de prothèses. Sans compter que ces deux idéaux partagent un modèle commun de la relation entre le micro-individuel et le macro-sociétal et se complètent dans l'entreprise d'actualisation de ce modèle dans la réalité. Dans les deux cas, il s'agit d'individus autonomes, d'humains en parfaite santé, et donc sans passions et réduits à leur vitalité, leur « vie en elle-même », qui s'activent en s'autorégulant, mais dans le cadre d'une règle leur ordonnant de rester autonomes, la socialité étant assurée par la loi du marché qui, sous la forme d'un système de marchés complets, à la fois autorégulés et régulateurs, assure la santé parfaite du corps social (« l'équilibre général »). Ce modèle est censé pouvoir devenir réalité dès lors qu'il serait porté pas des entrepreneurs biocapitalistes s'activant, en tant qu'adeptes du « transhumanisme⁷⁶ », à rendre l'humanité immortelle et asexuée, sur le modèle de *l'homo œconomicus*, sa reproduction étant provisoirement prise en charge par une bioéconomie marchande, informatisée et financiarisée, jusqu'à ce que l'immortalité de tous rende inutile toute reproduction de l'espèce.

La définition de l'individu le réduit d'un côté, idéellement, à un *homo economicus* indifférencié, asexué et immortel, souverain propriétaire de lui-même, par la techno-science-économie qui est au cœur du capitalisme financier, et de l'autre, concrètement, à un individu somatique « molécularisé », dépouillé de son unité en tant que sujet, « réduit à un support biologique de la vie en elle-même », objectivé et décomposable en divers bio-objets séparables de son corps propre, par la technoscience biomédicale qui est au cœur du capitalisme génétique. Dans les deux champs également, les chercheurs scientifiques sont aussi destinés à devenir des capitalistes entrepreneurs-ingénieurs qui, en développant des marchés de produits financiers et biologiques, mettent à profit les « lois scientifiques » de l'économie financière et de la biologie qu'ils élaborent⁷⁷. Enfin, vu le caractère fortement spéculatif du capitalisme biomédical, il existe une forte interdépendance entre les deux technosciences, comme le montrent le développement des *biotechs* et la financiarisation de l'industrie pharmaceutique⁷⁸.

⁷⁵ Sur les dangers des régimes techno-scientifiques actuels d'économie de la promesse, voir Joly, 2010, 2015.

⁷⁶ Pour des analyses critiques du transhumanisme, voir par exemple Pingot, 2017 ; Rey, 2018.

⁷⁷ Ce qui suggère de rechercher ce qui, dans la théorie biologique, tient lieu d'équivalent à l'hypothèse d'efficience informationnelle des marchés (EMH) ou au modèle d'évaluation du prix des actifs financier (CAPM) qui sont au fondement de la théorie financière.

⁷⁸ Sur la financiarisation de l'industrie pharmaceutique, voir Lazonick et al., 2017, 2019 ; Tulum et Lazonick, 2018. Les biotechs, quant à elles, fonctionnent presque exclusivement en levant des fonds de capital-risque.

L'idéal individualiste radical de la santé parfaite, la biomédicalisation du social⁷⁹ et la finançiarisation, selon le régime libéral de socialisation des coûts et de privatisation des bénéfices de la recherche et de la production en médecine et en pharmacie, ont alors débouché sur de nouvelles formes – « régénératrice », « prédictive », « personnalisée », etc. – de médecine, qui constituent autant d'élargissements de la notion de santé à l'échelle des individus, lesquels brouillent de plus en plus les frontières entre le normal et le pathologique, le permis et l'interdit, au profit d'une distinction entre le possible et l'impossible⁸⁰. L'idéal de la « santé parfaite » révèle ainsi une mutation profonde du capitalisme depuis le début des années 1980 qui va bien au-delà des transformations structurelles portées par le capitalisme financier et le capitalisme numérique sur lesquelles on est plus habitué à porter notre attention. Cette mutation, c'est l'apparition, en parallèle et en interdépendance avec les acteurs de la finance et du numérique, d'un biocapitalisme investi dans la vie humaine, préalablement réduite à sa dimension biologique, et qui a conduit à la transformation radicale qu'on vient de relater des pratiques médicales et des représentations de la santé mentale et physique, et donc de l'individu et de la société.

Au final, il semble bien qu'on soit aujourd'hui en présence d'un nouveau capitalisme informationnel (ou « cognitif ») bâti sur les trois piliers interdépendants de la finance de marché (banques systémiques et *shadow banking*, fintechs), du numérique (GAFAM, plateformes de type Uber, *start-ups*)⁸¹ et du biomédical (*Big Pharma*, biotechs), capitalisme qui fait de l'information et de sa codification (financière, numérique, génétique) un nouveau fondement de la valeur marchande et de l'accumulation du capital⁸², notamment par la création de droits de propriété intellectuelle sur différents biens et services transformés en ressources marchandes (dettes et données personnelles, corps vivants décomposés en multiples éléments – gènes, cellules, organes, tissus). Ce capitalisme, bien qu'étroitement lié à l'idéologie néolibérale, n'a pu se développer que grâce au soutien des États, et notamment de l'État fédéral américain, tant au niveau de la définition des droits de propriété intellectuelle sur les nouvelles ressources informationnelles et biologiques et leurs conditions d'usage, qu'en matière de dérégulation financière et d'*« accompagnement »* financier public massif de la recherche privée, soutien sur lequel les activités de lobbying des banques, des GAFAM et du biocapital ont attiré l'attention⁸³.

La non-affaire Gottlieb⁸⁴

Dans un message adressé à Bloomberg en juin 2019, Scott Gottlieb, 23^e commissaire de la US FDA (Food and Drug Administration) démissionnaire, a déclaré qu'il avait rejoint le conseil d'administration de Pfizer, basé à New York, car il est « particulièrement bien placé pour continuer à jouer un rôle important dans la promotion de la santé publique mondiale » et est « honoré de contribuer à façonner cet avenir ». Pour sa part, Albert

⁷⁹ « Parce que le monde de la biomédecine naissante est aussi celui de la guerre froide et des circulations transatlantiques, cette recomposition des savoirs s'est faite "en regard de l'Amérique" et de son "complexe bio-médicalo-industriel". Les biologistes et médecins français ont massivement utilisé les fonds, les savoir-faire ou les technologies américaines, sans s'aligner pour autant sur les pratiques d'outre-Atlantique » (Gaudilliére, 2002, quatrième de couverture).

⁸⁰ Ehrenberg, 2001.

⁸¹ Sur l'articulation du numérique au biomédical, il faudrait pouvoir consulter F. Thesmar et H. Charrondière, « Les GAFAM et les BigTech seront-ils les précurseurs de la New Health Economy ? » décembre 2019, URL : <https://www.lesechos-etudes.fr/etude/gafam-bigtech-sante/#fn1n-presentation> (consulté le 01/07/2022), mais son prix de 3 150 € HT est prohibitif. Nous ne pouvons citer ici que la présentation de l'article : « Ces dernières années ont été marquées par la multiplication des initiatives stratégiques émanant des acteurs leaders de l'économie numérique et des fournisseurs d'infrastructures informatiques. Leurs domaines de prédilection : le Big data et l'Intelligence artificielle, mais aussi l'IoT, la digitalisation des dossiers patients et la distribution physique des produits de santé. Parmi les projets les plus emblématiques, figurent les partenariats qu'IBM Watson Health a récemment mis en place avec le MIT et le Memorial Sloan Kettering Cancer Center, l'alliance entre Apple et Novartis pour le lancement d'un premier essai clinique dans la sclérose en plaques via le ResearchKit® ou l'arrivée en Europe du fonds d'investissement Samsung Next qui cherche à investir voire à acquérir des start-up à la pointe de l'innovation, notamment dans le domaine de la e-santé... Google multiplie les projets via sa filiale Alphabet et ses différentes entités Calico, Verily (Project Baseline), Deepmind, Google Ventures... Amazon quant à lui accélère ses investissements, avec le rachat de la société américaine PillPack®, l'ouverture à Seattle de sa propre clinique de soins primaires et la mise en place d'une joint venture avec JP Morgan et Berkshire Hathaway dans le domaine de l'assurance santé. Sans oublier Apple bien sûr, qui investit massivement dans les SI hospitaliers, la numérisation des dossiers patients et les fonctionnalités santé de son iWatch®. »

⁸² On parle de capitalisme informationnel car chacun de ses piliers est fondé sur le traitement (réduction du qualitatif au) quantitatif et une codification spécifique de l'information traitée : la finance est fondée sur l'hypothèse d'efficience informationnelle des marchés en matière de prix ; l'informatique l'est sur la théorie de l'information (à la Shannon) et le codage binaire ; la biologie génétique est fondée sur une théorie du codage de l'information génétique. Sur ce point, voir Bardini, 2004, 2015, 2020.

⁸³ Pour ce qui est du biocapital, voir Corporate Europe Observatory, 2015 ; Hauray, 2021. Une figure exemplaire représentative de cette triade capitaliste et de ses liens incestueux avec la puissance publique aux États-Unis est celle de Scott Gottlieb (voir encadré).

⁸⁴ Les sources de cet encadré sont Wikipédia, les sites des entreprises citées et divers sites spécialisés consultés en septembre 2021.

Bourla, directeur général de Pfizer, Inc., a déclaré à cette occasion que, « grâce à son travail de médecin et à la FDA, Scott a démontré une compréhension constante des besoins des patients et de la dynamique en rapide évolution de la recherche et du développement biopharmaceutique ».

Selon *Les Échos* du 12 mars 2020, le *venture partner* Scott Gottlieb serait « sans conteste » « la figure la plus connue du *Venture Capital* ». Selon le site Zonebourse : « Le jour même où le géant pharmaceutique Pfizer a annoncé que son vaccin était efficace à 90 %, selon des données préliminaires, son directeur général Albert Bourla a vendu pour 5,6 millions de dollars de titres⁸⁵. »

Avant cela, le 13 mars 2017, Donald Trump, président des États-Unis, qui faisait de la réforme de la US Food and Drug Administration (FDA) et de l'amélioration des délais d'évaluation des médicaments l'une de ses priorités en matière de santé, a nommé à cette fin à la tête de cette agence fédérale, l'organisme de réglementation de la santé aux États-Unis, le Docteur Scott Gottlieb, 44 ans. Celui-ci est alors, depuis 2007, *partner* du fonds d'investissement New Enterprise Associates, qui investit dans les trois grands secteurs industriels que sont les technologies de l'information, les soins de santé, et les technologies de l'énergie, ainsi que chercheur résident au sein de l'American Enterprise Institute, *think tank* conservateur basé à Washington. Scott Gottlieb a été médecin praticien hospitalier et professeur adjoint de clinique à la faculté de médecine de l'université de New York, après avoir effectué sa résidence en médecine interne au Mount Sinai Medical Center de New York, et été diplômé de la Mount Sinai School of Medicine. Il est actuellement membre élu de l'Académie nationale de médecine. Plus tôt dans sa carrière, diplômé d'un master en économie de la Wesleyan University, il a travaillé comme analyste des soins de santé pour la banque d'investissement Alex. Brown & Sons. Il a conseillé une vingtaine de sociétés dans le secteur de la santé, dont GlaxoSmithKline et, jusqu'à récemment, Vertex Pharmaceuticals. Il est enfin directeur général de l'activité de banque d'affaires de T.R. Winston & Co, institution financière non cotée qui investit dans le secteur de la santé.

Lorsqu'il accède au poste de 23^e commissaire de la Food and Drug Administration américaine, Scott Gottlieb connaît déjà bien la FDA car il y a occupé, entre 2002 et 2007, plusieurs postes importants, dont ceux de directeur du développement de la politique médicale et de commissaire adjoint. Il a également conseillé le département américain de la Santé et des Services sociaux sur l'usage des technologies de l'information dans le secteur de la santé. Et encore récemment, en tant qu'expert, il a conseillé les États du Massachusetts, du Maryland et du Montana sur les politiques à mener face au Covid.

En avril 2019, alors qu'il vient d'engager de nouveaux cadres supérieurs, il démissionne soudainement de son poste de commissaire de la FDA, arguant de raisons familiales, et redevient dès mai 2009 membre résident de l'American Enterprise Institute et partenaire associé de New Enterprise Associates, devenue « la plus grosse société de capital-risque au monde en termes d'actifs sous gestion ».

Puis, en juin 2019, il est élu membre indépendant du conseil d'administration du groupe pharmaceutique Pfizer, Inc. Cette nomination trois mois seulement après son départ de la FDA n'a pas manqué de faire réagir la sénatrice démocrate Elizabeth Warren qui lui a demandé de démissionner. Dans une lettre à Gottlieb, la sénatrice [...] a déclaré : « Ce genre de trafic d'influence via le jeu des portes tournantes [revolving doors] : aller et retour entre le public et le privé] est synonyme de corruption. » Mais l'affaire n'aura pas de suite.

Outre ses fonctions chez Pfizer, où il va s'occuper notamment du développement des technologies numériques, Gottlieb est membre du conseil d'administration de deux sociétés du portefeuille de la NEA : Aetion, Inc. (« a health care data analytics company ») et Tempus Labs, Inc. (« a technology company advancing precision medicine through the practical application of artificial intelligence in healthcare »). Il rejoindra également en février 2020 le conseil d'administration d'Illumina, Inc., un « global leader in genomics » qui fournit des « produits et services qui servent les marchés du séquençage, génotypage et expression génétique », et en novembre 2020 celui de National Resilience, Inc., firme qui « offre un large éventail de capacités de fabrication et de développement personnalisées pour répondre aux besoins des entreprises biopharmaceutiques à tous les stades du processus de développement des médicaments – du développement préclinique à la commercialisation ». Enfin, il est membre des conseils d'administration du Mount Sinai Health System.

Scott Gottlieb est aussi un spécialiste de la communication dans les médias. Il est ainsi bien connu des cercles spécialisés en politique de santé, sujet qu'il commente fréquemment à la télévision et dans la presse américaine, notamment en tant que contributeur sur CNBC, réseau d'informations financières par câble, mais aussi sur Fox News et CNN. Son travail est fréquemment publié dans un large éventail de publications et de revues médicales, notamment le *Wall Street Journal*, le *New York Times* et le *Washington Post*. En 2018 et à nouveau en 2019, il a été reconnu par *Fortune* comme l'un des « 50 plus grands leaders du monde » et par *Time* comme l'une des « 50 personnes qui transforment les soins de santé ».

Bref, Scott Gottlieb est un champion toutes catégories à la fois du capitalisme informationnel dont il articule les divers piliers financier, biomédical et numérique, et de la médiation entre ce capitalisme et d'une part le monde politico-administratif, d'autre part celui des médias de communication.

⁸⁵ « Pandémie : des patrons de laboratoires s'enrichissent et suscitent des questions », Zonebourse, 15 novembre 2020, URL : <https://www.zonebourse.com/cours/action/PFIZER-INC-23365019/actualite/Pandemie-des-patrons-de-laboratoires-s-enrichissent-et-suscitent-des-questions-31780743/> (consulté le 29/06/2022)

Qu'en est-il alors de la dette sociale ?

Que sont alors devenues les représentations de la dette de vie et de la dette sociale dans cette évolution du capitalisme ? Dans la représentation néolibérale de la santé mentale et de la santé parfaite, la dette de vie est toujours présente, mais elle est individualisée et autoréférentielle, l'individu entrepreneurial somatique se devant à lui-même d'entretenir son capital de vie ; la dette de vie est alors une dette mutuelle de l'individu vis-à-vis de lui-même, à l'égard de ce tout qu'est son Moi, et plus précisément à l'égard de son corps. On peut y voir une dette de l'esprit, en tant que capacité de se distancier de son corps par la pensée, à l'égard du corps : on se doit d'être un individu souverain pour s'estimer soi-même, on se doit de mobiliser sa capacité d'agir et d'investir dans sa propre vitalité.

En revanche, cette représentation est une dénégation de la métamorphose démocratique de la dette de vie en dette sociale, en dette d'interdépendance mutuelle appelant répartition et reciprocité. Cette dénégation passe par deux réductions : la réduction de la société à une collection d'individus autoréférentiels qui ne communiquent entre eux que par la médiation d'une règle qui s'applique à tous, celle du marché concurrentiel entre entrepreneurs autonomes ; et la réduction de l'individu à un corps biologique, l'esprit lui-même étant confondu avec le cerveau. En effet, toute dette de vie considérée comme dette d'appartenance ou dette d'existence⁸⁶ est conçue comme source de maladie mentale, source de mauvaise santé. C'est pourquoi « l'individualité est mise à l'épreuve *personnellement* et non en tant que membre d'une collectivité⁸⁷ ». Quant à la réduction de la dette de vie à la dimension biologique de la « vie en elle-même » – une « vie nue » rationalisable et instrumentalisable par le marché et le capital –, elle est dénégation des valeurs associées à la vie sociale⁸⁸, dénégation de ce que la vie humaine soumise aux passions est plus qu'une vie biologique, dénégation du sens de la vie qui est au cœur de la raison de vivre, dénégation de ce qu'une « vie bien remplie » peut ne pas avoir peur de la mort.

On comprend alors qu'avec de telles conceptions de la santé et de la médecine, il n'y ait plus de place pour quelque notion de santé publique que ce soit. Ces évolutions qui, pour l'essentiel, ont leur origine aux États-Unis, en avance en la matière et qui ont réaffirmé leur hégémonie grâce à elles, correspondent à des détournements par le biocapital des idéaux de la citoyenneté démocratique et de la bioéconomie écologique⁸⁹ ; elles expliquent, conjointement à la financiarisation néolibérale et à l'informatisation de l'ensemble des activités, l'état actuel de délabrement de nos systèmes publics de soins et de recherche en matière de santé que la crise de la Covid-19 met pleinement en lumière.

La crise de la Covid-19 comme crise du modèle néolibéral de santé et source d'une nouvelle crise financière

On peut désormais comprendre l'impératrice des classes dirigeantes face à l'épidémie mondiale de Covid-19. Pensées qu'elles sont par l'idéologie néolibérale et engagées qu'elles étaient et sont encore dans le développement des capitalismes financier, numérique et biomédical, ces classes n'étaient et ne sont toujours pas mentalement préparées à être confrontées à une crise de santé publique qui les a pris à rebrousse-poil au niveau idéologique, du fait même de son caractère de « problème public » non solutionnable par la privatisation et dans le cadre de la conception néolibérale de la santé. Le modèle individualiste néolibéral de la « santé parfaite », qui a été progressivement performé aux dépens des médecines de santé publique, est en effet totalement inadéquat pour traiter une épidémie dont la contagiosité met à mal les rapports interpersonnels et sociaux dans l'ensemble des sphères de la vie sociale.

⁸⁶ Sur la distinction entre vie et existence, voir Vallaeys, 2021.

⁸⁷ Ehrenberg, 2013.

⁸⁸ Laquelle transparaît bien dans la qualification de « distanciation sociale » du « geste barrière » consistant à garder une certaine distance physique pour éviter la contamination.

⁸⁹ Cooper, 2008.

La pandémie est une crise des relations entre personnes et non pas une maladie traitable au niveau de l'individu selon le modèle de la santé parfaite. En effet, la gravité spécifique de la Covid-19 ne tient pas à son impact au niveau individuel, mais au fait qu'elle prend à contre-pied le modèle d'organisation du système de santé privilégié par les gouvernements néolibéraux depuis quarante ans, ceux-ci s'étant de fait auto-désarmés face à elle du fait de « l'abandon de toute politique de santé publique générale⁹⁰ ». Elle exprime le « grand paradoxe auquel aboutit le *corps-marché* », la tension signalée bien avant la pandémie « entre les aspirations des biocitoyens engagés dans la poursuite de “la vie en elle-même” et l'affaiblissement des systèmes de santé publique qui menacent de s'effondrer sous le poids des coûts croissants des médicaments et des nouveaux traitements⁹¹ ». Pour le dire autrement, la crise sanitaire actuelle exprime la contradiction entre, d'un côté, le biocapitalisme financiarisé, et de l'autre, le besoin collectif de santé publique et d'appartenance à des touts protecteurs dont la pandémie de Covid-19 montre la carence et appelle la satisfaction.

Dépourvus du bon référentiel, la plupart des gouvernements ont d'abord ignoré l'épidémie, puis céde à la panique, en proclamant dans l'urgence qu'ils allaient renverser la vapeur – faire passer la Vie avant la Bourse –, alors qu'ils n'ont fait que mimer la Chine⁹² en adoptant la distanciation sociale et le confinement, ce qui revenait à pousser jusqu'au bout la logique biomédicale néolibérale aux dépens des nécessités de « l'existence », de la vie subjective et relationnelle, d'où cette désorganisation, ces improvisations de la part d'acteurs censés pourtant représenter la rationalité instrumentale et l'efficience⁹³. Certes, des mesures d'accompagnement ont été prises pour viabiliser les mises en résidence surveillée à des degrés divers de la population, mais on peut les considérer elles aussi comme conformes aux accompagnements libéraux d'aide au retour dans le droit chemin de l'autonomie individuelle et du travail, et non comme l'expression d'une solidarité sociale, comme l'accroissement des inégalités dans la crise le montre.

Pour Bergeron et al.⁹⁴, l'impréparation « s'explique en premier lieu par un phénomène de “dérive organisationnelle”, c'est-à-dire par l'affaiblissement de la crédibilité de la menace pandémique et des moyens affectés ». Mais leur principale explication à cette crise organisationnelle, due à « l'enchaînement de “petites” dérives, accumulées à partir de 2005 et inscrites dans la machine de la bureaucratie gouvernementale », fait abstraction de facteurs plus structurels. Néanmoins, ils signalent « une autre piste (méritant) aussi d'être suivie : celle du progressif remplacement de la priorité donnée dans les années 2000 à la prévention et à la préparation des risques pandémiques par une politique tournée en priorité vers la gestion des risques terroristes⁹⁵ ». C'est là encore privilégier une logique proprement interne à la bureaucratie d'État pour expliquer cette perte d'attention à un risque collectif. Ils évoquent aussi comme facteur d'inattention un « contexte politique plutôt défavorable », une situation sociale tendue provoquée notamment par des grèves dans les hôpitaux et une réforme des retraites difficile à faire passer. Mais l'approfondissement de cette dernière hypothèse est remis à « une étude empirique fine » ultérieure. Or, précisément, ces mouvements sociaux exprimaient le déficit social de l'État en termes de protection collective, son surendettement à l'égard du tout de la société qu'il refusait de rembourser et sa perte de légitimité.

On peut alors tenter une réponse à notre première question posée en introduction. Ce que nous révèle d'inédit la crise de la Covid-19 quant à la nature du capitalisme néolibéral, c'est que celui-ci n'est pas seulement fondé sur la financiarisation et la numérisation à l'échelle globale de la plus grande part des activités sociales, mais qu'il a aussi une composante biomédicale essentielle, celle qui est mise en crise plus spécifiquement

⁹⁰ Confavreux, 2020.

⁹¹ Lafontaine, 2014.

⁹² Taibi, 2020.

⁹³ Bergeron et al., 2020.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*, 36-37.

par la pandémie. On est en présence d'un capitalisme informationnel bâti sur trois piliers : le financier, le numérique et le biomédical⁹⁶.

En ce qui concerne notre seconde question – s'agit-il d'une crise ultime de la forme néolibérale du capitalisme qui s'est développée depuis quarante ans ? –, on peut se risquer à répondre oui pour deux raisons, chacune assortie d'une condition. La première est relative au pilier biomédical de ce capitalisme. Si les zoonoses et les épidémies se multiplient, ce qui est d'autant plus probable que les risques écologiques iront croissant⁹⁷, la conception individualiste de la bonne santé devra céder la place à une conception renouvelée de la santé publique, et donc à une revalorisation de la dette sociale et à une réduction des déficits sociaux des États. Les campagnes publiques de vaccination et la sensibilisation à l'idée que les vaccins sont des biens communs dont la production ne devrait pas relever de la logique du marché sont de premiers signes allant dans ce sens⁹⁸. La seconde raison est relative au pilier financier. Nous avons vu ci-dessus que la crise de la Covid-19 pouvait être considérée comme la phase IV d'une crise financière majeure du capitalisme néolibéral amorcée en 2008 avec la crise des *subprimes* et tout au long de laquelle un endettement colossal, à l'échelle globale et touchant tous les types de dette, avait été accumulé. Du fait du caractère global de cette phase IV, nous en avons déduit qu'il était probable qu'en cas de dérive financière de la crise sanitaire, les institutions financières, tant internationales que nationales, n'aient plus les moyens de restabiliser le système sauf à sortir du cadre du régime néolibéral. Or cette dérive financière a eu lieu et ne semble pas connaître de limite ; elle est même réclamée par les économistes *mainstream* qui, on l'a vu, ne peuvent envisager le fait que les dépenses publiques entraînées par la crise soient financées autrement que par l'accroissement des dettes publiques mises sur les marchés.

Mais considérer que la sortie de crise sanitaire doit se faire exclusivement en recourant à la dette publique, c'est approfondir encore la financiarisation de l'État et donc à terme renforcer son incapacité actuelle à financer la production de services publics et sociaux en proportion des besoins de la population. C'est aussi faire croître les risques que la spéculation sur le défaut de certains États sur leurs dettes n'entraîne une nouvelle crise financière qui rendrait intenable, tant sur les plans politique que social et économique, toute dépendance accrue des États à l'égard de la finance de marché. En effet, nous souffrons déjà depuis plusieurs années d'une double maladie de la dette et de la monnaie, c'est-à-dire d'une situation de crise récessive alimentée par le surendettement et la déflation. Il y a par conséquent de fortes chances que, compte tenu des vulnérabilités financières accumulées par les entreprises, les ménages et les États, l'économie mondiale passe, comme dans le modèle machiavélien de la phthisie, d'une grande récession à une forte dépression, la maladie du surendettement, ignorée quoique facile à guérir, dégénérant en une maladie de déflation monétaire, connue mais difficile à traiter. Une telle évolution ne pourrait que relancer des politiques d'austérité rendant impossible la remise à l'ordre du jour d'une véritable santé publique et la réduction des déficits sociaux des États vis-à-vis de leurs populations.

⁹⁶ On peut même considérer que ce capitalisme informationnel se reproduit selon une nouvelle forme du circuit organique du capital modélisé par Marx – A-M-(P)-M'-A', avec également une autonomisation relative de ses trois formes respectivement financière (A), commerciale (M) et productive (P). Ce nouveau cycle du capital informationnel peut être formulé sous la forme A-V-N-V'-A', avec A forme argent-finance, V comme « vie nue » et V' « vie augmentée », formes marchandises-commerciales, et N comme numérique, forme productive-biotechnologique. Dans un tel circuit informationnel, les formes commerciale et productive correspondent respectivement au capital biomédical qui marchandise le vivant, et au capital numérique qui est fondamentalement un processus de transformation productive avec transcodage, transport, plateforme. Voir Bardini, 2004 ; Helmreich, 2008.

⁹⁷ « Cette pandémie n'est peut-être qu'un triste avant-goût de beaucoup d'autres à venir, et [...] pèse de peu de poids au regard du risque climatique » (Cordier, 2020 : 673).

⁹⁸ On laisse ouverte ici la question du pouvoir d'influence sur les décisions publiques des *Big Pharma* (Montalban, 2011 ; Petitjean, 2018 ; Hauray, 2021) et des scientifiques qui y travaillent et/ou bénéficient de leur générosité, pouvoir dont la biographie de Scott Gotlieb (voir encadré) fournit une bonne illustration. Cette question est pourtant cruciale, notamment à propos des « vaccins » dont la nature de protection sociale, au-delà de la protection individuelle qu'ils assurent pour les personnes les plus fragiles, est contestée et donc contestable. C'est là une question clef pour la protection sociale en Amérique latine, car cela pourrait suggérer que face à la pénurie mondiale, pour réduire la mortalité globale de la pandémie, il vaudrait mieux distribuer en priorité les vaccins aux personnes les plus fragiles qui en ont le plus besoin dans tous les pays, plutôt que de promouvoir des nationalismes vaccinaux visant à couvrir l'ensemble des populations des pays qui ont les moyens de se les payer, éventuellement en augmentant leurs dettes publiques (voir Bollyky et Bown, 2020a, 2020b). Ce qui impliquerait de démarchandiser leur production.

Le régime néolibéral pourra-t-il résister à une crise d'une telle ampleur si les États ne sont plus capables d'honorer leurs propres dettes et *a fortiori* de socialiser, en se substituant aux débiteurs, les pertes des créanciers ? Certes, « le néolibéralisme n'appartient pas nécessairement au passé⁹⁹ », mais pour qu'il survive, encore faut-il qu'il soit capable de résoudre le problème de surendettement généralisé que la Covid-19 a encore exacerbé en remettant au premier plan la nécessité pour les États d'honorer leurs dettes sociales. Les États étant doublement endettés, leur capacité à socialiser les pertes de capitaux privés est fragilisée par la nécessité dans laquelle ils sont désormais de reconstruire leur légitimité en payant leurs arriérés de dettes sociales.

En fin de compte, le lien entre financiarisation néolibérale et crise sanitaire apparaît encore plus crucial dès lors qu'on s'interroge sur les moyens financiers susceptibles d'être mobilisés pour sortir de l'une comme de l'autre. Alors qu'ils affirmaient l'impossibilité subséquente à la crise de 2008 d'accroître les dettes publiques, ce qui a justifié un renforcement des politiques d'austérité budgétaires, les économistes autorisés considèrent aujourd'hui sans vergogne, après la crise de 2020, qu'il n'en est rien. On pourrait voir là un signe de déclin de la discipline financière propre au régime néolibéral, mais cela reviendrait à ne pas tenir compte d'une « fonction » essentielle, quoique largement occultée, de la dette publique dans le capitalisme financier actuel. En effet, les titres de dette publique, en tant qu'actifs « sans risques » à partir desquels la spéculation sur les risques des autres actifs peut être ancrée, sont la base nécessaire du développement à l'échelle mondiale de la finance de marché. Comment comprendre sinon que les dettes publiques à dix ans à taux d'intérêt négatif des États à devises fortes trouvent aisément preneurs en dépit de leur coût pour les prêteurs. Aussi, du fait qu'elle est financée par de l'endettement public, la crise de la Covid-19 relance le processus de financiarisation spéculative et exacerbe donc la tension entre dette souveraine et dette sociale.

Mais comme on ne peut payer sans limites de la dette avec de la dette, il est un moment où il s'avère nécessaire de renouer avec l'émission d'une monnaie qui ne soit pas un actif financier et qui permette de mettre fin au processus d'endettement, puisque la monnaie de crédit bancaire participe elle-même de ce processus. Et vu le niveau global des dettes et surtout celui de la dette souveraine, dès lors que les États seront confrontés à la nécessité structurelle de payer leurs dettes sociales, l'émission d'une monnaie fiscale s'avérera nécessaire à cette fin. C'est d'ailleurs déjà une question d'actualité dont témoigne le développement dans les pays anglo-saxons d'un courant politique relativement puissant qui, inspiré par la dite *Modern Monetary Theory* et/ou l'approche chartaliste du *100% money*, exhorte les banques centrales à reprendre entièrement la main sur les banques commerciales. Toutefois, vu leur état actuel de dépendance structurelle étroite, désormais bien documentée¹⁰⁰, à l'égard des opérateurs, des dispositifs et de l'idéologie de la finance de marché (c'est tout particulièrement le cas de la banque centrale européenne), il est difficile de faire confiance aux banques centrales pour émanciper les puissances publiques de l'ordre financier libéral ; leur concéder intégralement le pouvoir monétaire pose également le problème de leur légitimité démocratique. Aussi d'autres propositions, inspirées par des expériences et des enquêtes historiques, suggèrent qu'aux États-Unis¹⁰¹ comme dans la zone euro¹⁰², il serait préférable de ré-instituer un pouvoir monétaire direct, mais non exclusif et contrôlé démocratiquement, des États :

Les gouvernements sont placés devant un dilemme. Ils veulent stopper au plus vite la crise épидémique, mais cela a pour conséquence d'accroître l'amplitude et peut-être la durée de la récession. La liquidité des banques centrales et les stabilisateurs automatiques n'y suffiront pas. Il faut nécessairement s'engager dans des politiques discrétionnaires ambitieuses ; ce à quoi on a renoncé dans le régime néolibéral. [...] En raison de la globalisation de la pandémie, son endiguement implique une coopération mondiale des politiques publiques qui ne reproduisent pas les erreurs de 2008, créer plus de dettes pour résoudre une crise financière provoquée par un excès de dettes. Il

⁹⁹ Boyer, 2020b.

¹⁰⁰ Voir Merhling, 2010 ; Gabor et Ban, 2016 ; Braun, 2020 ; Carré et Gauvin, 2018 ; Kalaitzake, 2018.

¹⁰¹ Voir Hockett 2020a, 2020b.

¹⁰² Voir Coutrot et Théret, 2019 ; Théret, 2020 ; Lemoine et Théret, 2020 pour la France ; Group of Fiscal Money, 2018 ; Bossone, 2019 ; Amato et Papetti, 2019 pour l'Italie.

faut protéger les citoyens par des apports directs de monnaie et les PME par un moratoire temporaire sur l'endettement¹⁰³.

En fait, c'est sur le plan monétaire qu'apparaissent les signes les plus manifestes d'une profonde remise en cause du régime néolibéral et de son élément clef qu'est la répression monétaire de la puissance publique ; les politiques monétaires dites « non conventionnelles » des banques centrales en sont déjà un indice. Définanciariser semble de plus en plus raisonnable et propice à un scénario de sortie de la crise actuelle qui s'inscrit dans le cadre des contraintes écologiques, désormais évidentes mais difficiles à prendre en compte, et où « un État social deviendrait le tuteur d'une démocratie étendue à l'économie [qui], face aux menaces sanitaires, s'emploierait à renforcer l'ensemble des institutions nécessaires à la santé collective...¹⁰⁴ ».

CONCLUSION

La nouvelle absurdité promeut l'Homme total, nomade affranchi des liens, l'individu auto-fabriqué et auto-suffisant. Qu'est devenue la raison de vivre ? Et les emblèmes, et la part des intimes secrets, et la théâtralisation d'un monde qui nous dépasse, ouvrant au regard infini ? Nous vivons l'époque étrange d'une culture qui veut en finir avec l'humanité. [...] Vivre ne suffit pas, il faut à l'homme la nostalgie, la musique et les danses, pour être là, « en dehors de toutes les choses », et dompter le vertige d'exister¹⁰⁵.

On a arrêté (presque) toute l'économie et la vie politique face à la première manifestation de la crise écologique à l'échelle globale qu'a constituée la pandémie de Covid-19. Pour autant, le choc passé, les élites au pouvoir ont recommencé à miser sur toujours plus de capitalisme informationnel, à la fois génétique (le tout vaccin), numérique (le tout télétravail) et financier (le tout endettement public). Une fois la panique passée, les suppôts de ce capitalisme n'ont eu et n'ont toujours de cesse que de « revenir à la normale¹⁰⁶ », ce qui, pour de nombreux observateurs qui mettent l'accent sur la perte de sens¹⁰⁷ qui est le propre de la rationalité purement instrumentale et du management capitaliste, n'est que retour à l'anormal, à l'absurde.

En effet, les formes actuelles du développement du capitalisme sont fondées, sur le plan des conceptions du monde qui le fondent et l'accompagnent, sur deux erreurs intellectuelles dissimulées sous une apparence scientifique, deux irrationalités « de la rationalité pure mesurée à l'aune de l'efficacité/efficience¹⁰⁸ ». Il s'agit d'une part du « management scientifique » qui promeut une rationalité déshumanisée dans la production de biens et services publics comme privés, ce qu'Aron et Dandieu, on l'a vu au début de ce texte, appelaient déjà dans les années 1930 le « cancer américain » ; il s'agit d'autre part de l'hypothèse de l'efficience informationnelle des marchés qui est au fondement du développement disproportionné des marchés financiers et de leur crise, ce que Walter et de Précontal, on l'a vu aussi, ont appelé le « virus brownien » ou le « sida de la finance¹⁰⁹ ».

Le capitalisme que la science économique néoclassique considère désormais comme un état de nature n'est donc pas en bonne santé, et cette mauvaise santé résulte de deux types de maladies qui frappent à la fois les personnes individuellement et l'ensemble du corps social. Au niveau individuel, Locke le disait déjà, le

¹⁰³ Aglietta et Khanniche, 2020, 4.

¹⁰⁴ Boyer, 2020a, 2020b.

¹⁰⁵ Legendre, 2007, 20.

¹⁰⁶ Lemoine, 2021, 2022.

¹⁰⁷ « Cet individualisme, qui offre d'échapper aux contraintes et frustrations qui sont le lot des croyances collectives, a abandonné le sens au profit de la technique. Cela a produit un effondrement du pouvoir de cohésion, privant notre cerveau d'une partie de sa nourriture. [...] Entre les crises économique, écologique, sanitaire et sécuritaire, nous vivons actuellement une période de convergence des incertitudes qui nous conduit à vouloir les réduire par tous les moyens. [D'où] le fait de se raccrocher à des certitudes de très court terme. Cela se traduit par les phénomènes d'alimentation compulsive ou d'addiction [...]. Quand vous avez la sensation d'être en perte de contrôle sur votre vie, revenir tous les jours à ce type de récompense primaire permet de calmer le besoin prédictif du cortex cingulaire. Mais ces micro-certitudes font appel au degré zéro du sens [...]. Notre société produit ainsi un retour à un stade primitif, le sens ne portant plus que sur des choses basiques comme l'alimentation. [...] Le cortex cingulaire réagit de la même façon à la perte de sens et à la perte de lien avec le groupe, lequel est nécessaire à la survie [...]. L'écologie, en donnant du sens et en apaisant notre cortex cingulaire, nous offrirait une autre justification de vivre et une appartenance collective » (Bohler, 2020, 79).

¹⁰⁸ Aron et Dandieu, 2008.

¹⁰⁹ Walter et de Précontal, 2009.

capitalisme s'accompagne de maladies de l'esprit (la folie par-delà l'*hubris*) – touchant les individus qui, en tant que penseurs et/ou praticiens, sont en position dominante dans les rapports capitalistes –, et de maladies du corps (physiques et psychiques) – qui, elles, atteignent surtout ceux qui sont dominés par les premiers et font face à l'injonction intenable d'être des petits entrepreneurs souverains d'eux-mêmes. Au niveau social, le capitalisme financiarisé actuel souffre non seulement de cette phtisie économique que représente la double maladie de la dette et de la monnaie repérée par Irving Fisher, mais il est également en proie au mal politique et éthique que constitue la pandémie de Covid-19 qu'il a engendré et qui le menace en retour d'importantes restrictions¹¹⁰. Avec la visée de mieux qualifier ce mal social, et par là ce qui fait la spécificité de la crise générale actuelle déclenchée par la Covid-19, il nous faut « boucler » ce texte en revenant à notre perspective analogique de départ sur le lien entre médecine et économie. À cette fin, on va comparer le SARS-CoV-2, rebaptisé pour l'occasion « virus C », en tant qu'il est l'agent provocateur de la phase IV actuelle de la crise, au « virus B » (ou « brownien ») qui, selon la métaphore filée par Christian Walter¹¹¹, est quant à lui à l'origine de sa phase I initiale¹¹².

Le « virus B » est un « virus intellectuel », une croyance erronée en la possibilité de réduire l'incertitude sur la valeur des actifs financiers en utilisant une loi de probabilité standard (loi de Gauss), croyance qui est à la base des modélisations « enkystées » dans les « produits financiers » marchandisés à l'échelle mondiale et qui ont été à l'origine de la crise des *subprimes* en 2007-2008. Le virus C a lui aussi plongé le capitalisme néolibéral dans une crise profonde, même s'il ne s'est pas traduit pour le moment par une crise financière classique, comme celles des phases I à III précédemment relatées. Son action dévastatrice met en évidence, quant à elle, le déni des États néolibéraux quand il s'agit de reconnaître leurs dettes sociales, et montre le caractère erroné de l'hypothèse néolibérale sur laquelle le biocapitalisme financiarisé et numérisé a pu se développer ; elle nous révèle en effet que non, y compris dans une société de marchés complets équilibrés qui serait efficiente, les individus, propriétaires souverains de leur corps et de leur esprit, ne peuvent pas satisfaire tous leurs désirs sans se soucier des désirs des autres.

Le virus C ne met pas en crise directement le système financier global comme le virus B, son action est plus pernicieuse car il s'attaque plus fondamentalement aux conceptions de l'individu et de la société sur laquelle ce système repose. Ce n'est pas seulement un virus biologique, c'est aussi un virus informationnel qui vient perturber le programme néolibéral biomédical censé conduire à la santé parfaite de l'individu entrepreneurial « souverain ». Il nous informe en effet sur le fait que la santé publique collective ne peut être réduite à la somme des santés individuelles, celles-ci seraient-elles « parfaites ». Il montre que tous les individus en bonne santé qu'il met en relation en se disséminant forment un être social malade qui, par effet boomerang, détériore la santé individuelle, physique et psychique, d'une fraction minoritaire mais croissante de l'ensemble des membres du corps social et politique.

Cela dit, même s'ils peuvent tous deux être considérés comme des facteurs de crises financières spécifiques, les virus B et C agissent à rebours l'un de l'autre et ne sont pas réductibles l'un à l'autre ; alors que le virus C est tangible et s'attaque à une représentation idéelle, celle de l'individu souverain absolu, le virus B est idéal et s'attaque à une organisation financière tangible, même si celle-ci ne manipule pour l'essentiel que des objets intangibles. Logiquement, ceci implique qu'on ne pourra pas sortir de la crise actuelle de la dette sociale comme on est sorti des crises précédentes des dettes marchandes et, surtout, de la crise étatsunienne

¹¹⁰ Hirsch, 2020.

¹¹¹ Walter, 2010.

¹¹² Nous y sommes incités par les travaux sur la plurivalence de la viralité de Thierry Bardini (2020) et, dans sa foulée, d'Yves Citton (2020), pour qui, « si la viralité, dans sa convergence biologico-informatico-médiaque, est bien au cœur du capitalisme contemporain, elle explique peut-être ce qui donne à celui-ci son caractère inhumain ». Il en découlerait pour Citton que « le défi de notre moment historique, face au Covid-19 comme face au capitalisme génétique, n'est pas tant de "penser le virus" que de penser *comme* un virus – pour tenter de comprendre ce que le virus nous contraint ou nous permet de penser » (*Ibid.*). Christian Walter (2021) a également développé, sans le dire de cette façon, une analogie entre le virus C et le virus B en montrant que ce sont les mêmes types de modèles spéculatifs (« erronés ») qui sont censés fournir des prévisions « scientifiques » quant aux dynamiques de diffusion de ces virus et de leurs effets délétères. Walter y voit la cause de la défiance du public (au sens de Dewey), informé par l'expérience de 2008 sur les méfaits du virus B, à l'égard des messages concernant le virus C qui s'appuient sur ces modèles et sont diffusés par les autorités politiques et sanitaires officielles.

des *subprimes*. Au niveau des représentations, ce n'est pas à un virus de type B, porteur d'une erreur intellectuelle, qu'il faut s'attaquer en priorité, comme pour les crises précédentes ; c'est bien plutôt aux idéaux-types éthiques de l'individu et de la société qui sont sous-jacents à la crise biomédicale de santé publique et qui ont permis au virus C de devenir aussi dangereux. La pandémie associée au virus C ne relève pas d'une erreur intellectuelle parfaitement circonscrite (tout au plus peut-il s'agir d'une erreur pratique de manipulation ou d'un défaut de sécurité), mais, comme on l'a vu, d'un effet de système propre au capitalisme néolibéral financiarisé et mondialisé ; s'il y a erreur intellectuelle, celle-ci n'est pas portée par le virus lui-même, mais réside en amont dans le modèle néolibéral de ce qui constitue un individu et une société en bonne santé. Il reste que, dans les deux cas, c'est seulement en corrigeant les erreurs dans les modélisations qui sont constitutives du capitalisme informationnel que ses crises pourront être dépassées. Et c'est en empêchant les effets de système dont ils sont le produit qu'on pourra rendre socialement inoffensifs les virus biologiques de type C appelés à se multiplier dans les conditions écologiques actuelles.

Le virus C, en fait, est plus difficile à traiter que le virus B, car il ne s'attaque pas seulement à la logique financière du capitalisme informationnel, mais à sa relation avec l'État et à sa viabilité sociale. Son impact social est double : d'une part, il rend visible une crise de suraccumulation de la dette sociale des États vis-à-vis de leurs mandants, d'autre part, du fait que celle-ci vient se surajouter à une accumulation énorme de dettes marchandes de tous ordres, il est gros d'une crise financière généralisée. Alors que le virus B a été en quelque sorte digéré par le système financier qui s'en ait accommodé, moyennant quelques accompagnements et un *aggiornamento* « comportementaliste » (*behavioural finance*) à la Locke concernant la rationalité de certains acteurs financiers, le virus C est plus difficile à digérer par un biocapitalisme qui dénie l'existence de toute dette sociale exprimant une souveraineté d'appartenance à un moi collectif et solidaire, figure de la dette de vie qui va totalement à l'encontre de celle conceptualisée en termes de capital humain propre à l'individu réduit à son ego et dans lequel celui-ci doit investir. Or la dénégation néolibérale des bienfaits de l'appartenance à un tout social est précisément ce qui alimente la suraccumulation du déficit social des États et la crise des finances publiques, lesquelles rentrent en contradiction avec leur capacité à produire de la « dette souveraine » au niveau requis par le capital financier pour sa reproduction élargie.

« S'il reste donc possible que, malgré le compromis entre les classes, le monde moderne dans sa totalité avance vers sa crise totale, c'est-à-dire vers l'impossibilité de *re-produire* les rapports sociaux, situation amenant soit un renouvellement soit un pourrissement et une auto-destruction, rien n'est ni évident ni fatal¹¹³. »

L'AUTEUR

Bruno Théret est socio-économiste, directeur de recherche émérite au CNRS, associé à l'IRISSO (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales) de l'université Paris Dauphine (PSL). Parmi ses dernières publications, on trouve *Institutionalist Theories of Money: An Anthology of the French School* (dir. avec P. Alary, J. Blanc et L. Desmedt), New York, Palgrave Macmillan, 2021 ; *Le système français de protection sociale* (avec J.-C. Barbier et M. Zemmour), Paris, La Découverte, 2021, ainsi que « Le capitalisme au temps de la pandémie, entre rupture conjoncturelle et approfondissement structurel de la logique néolibérale », (Entretien avec A. Labrousse et al.), *Politix*, n° 134, 2021.

ABOUT THE AUTHOR

Bruno Théret is a political economist, presently Senior Research Scholar emeritus at CNRS, and an associate member of the IRISSO (Interdisciplinary Research Institute in Social Sciences) at the University Paris Dauphine (PSL - Research University). His latest publications include *Institutionalist Theories of Money : An Anthology of the French School* (ed. with P. Alary, J. Blanc, L. Desmedt), New York, Palgrave Macmillan, 2021; *Le système français de protection sociale* (with J.-C. Barbier et M. Zemmour), Paris, La

¹¹³ Lefebvre, 1970, 17.

Découverte, 2021; and “Le capitalisme au temps de la pandémie, entre rupture conjoncturelle et approfondissement structurel de la logique néolibérale” (Interview with A. Labrousse et al.), *Politix*, no 134, 2021.

REFERENCES

- ADAM, Christophe (2012) « Jalons pour une théorie critique du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM) », *Déviance et société*, vol. 36, n° 2, pp. 137-169.
- AGHION, Philippe (2020) « Coronavirus : que disent les économistes ? », Fondation du Collège de France, 27 mars, URL : <https://www.fondation-cdf.fr/2020/03/27/coronavirus-que-disent-les-economistes/> (consulté le 21/06/2022).
- AGLIETTA, Michel (2020) « Coronavirus : un avertissement pour l'avenir », in *Idées pour aujourd'hui et pour demain*, Odile Jacob.
- AGLIETTA, Michel, ANDREAU, Jean, ROGIN ANSPACH, Mark, BIROUSTE, Jacques, CARTELIER, Jean, DE COPPET, Daniel, MALAMOUD, Charles, ORLEAN, André, SERVET, Jean-Michel, THERET, Bruno et THIVEAUD, Jean-Marie (2016) « Introduction collective à la Monnaie souveraine », in ALARY, Pierre, BLANC, Jérôme, DESMEDT, Ludovic et THERET, Bruno, *Théories françaises de la monnaie. Une anthologie* (Paris : PUF), pp. 117-148.
- AGLIETTA, Michel et KHANNICHE, Sabrina (2020) « La vulnérabilité du capitalisme financiarisé face au coronavirus », *La Lettre du CEPPII*, n° 407, URL : http://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2020/let407.pdf (consulté le 22/06/2022).
- AMATO, Massimo et PAPETTI, Andrea (2019) « La monnaie fiscale et le soutien de l'Euro(pe). Pour une réforme de l'architecture monétaire européenne », *Revue française de socio-économie*, n° 22, pp. 195-204.
- ANDERSEN, Kristian G., RAMBAUT, Andrew, LIPKIN, W. Ian, HOLMES, Edward C. et GARRY, Robert F. (2020) « The proximal origin of SARS-CoV-2 », *Nature Medicine*, n° 26, pp. 450-452.
- ARON, Robert et DANDIEU, Arnaud (2008 [1931]) *Le cancer américain* (Lausanne : L'âge d'homme).
- BALDWIN, Richard et WEDER DI MAURO, Beatrice (dir.) (2020) *Mitigating the COVID Economic Crisis: Act Fast and Do Whatever It Takes* (London: CEPR Press).
- BARDINI, Thierry (2004) « Variations sur l'insignifiant génétique : les métaphores du (non)code », *Intermédialités*, n° 3, pp. 163-186.
- (2010) « Devenir animal et vie aérienne. Prolégomènes à une biologie transcendante », *Chimère*, n° 73, pp. 111-127.
- (2015) « Vade retro virus. Numéricité et vitalité », *Terrain*, n° 63, pp. 104-121.
- (2020) « Covid-19 et capitalisme génétique », AOC, 6 avril, URL : <https://aoc.media/analyse/2020/04/05/covid-19-et-capitalisme-genetique> (consulté le 22/06/2022).
- BARTSCH, Elga, BOIVIN, Jean, FISCHER, Stanley et HILDEBRAND, Philipp (2019) *Dealing with the Next Downturn: From Unconventional Monetary Policy to Unprecedented Policy Coordination*, Report BIIM0520E-1197020-6/16, (BlackRock Investment Institute), URL : <https://www.blackrock.com/corporate/literature/whitepaper/bii-macro-perspectives-august-2019.pdf> (consulté le 22/06/2022).
- BELORGEY, Nicolas (2010) *L'hôpital sous pression. Enquête sur le « nouveau management public »* (Paris : La Découverte).
- BELORGEY, Nicolas et PIERRU, FREDERIC (2017) « Une “consultocratie” hospitalière ? Les consultants, courtiers de la réforme du système de santé », *Les tribunes de la santé*, n° 55, pp. 45-57.
- BERGERON, Henri, BORRAZ, Olivier, CASTEL, Patrick et DEDIEU, François (2020) *Covid-19 : une crise organisationnelle* (Paris : Presses de Sciences Po).
- BERTHOU, Antoine, CARLUCCIO, Juan et GAULIER, Guillaume (2020) « Les chaînes de valeur internationales à l'épreuve de la Covid-19 », *Bloc-notes éco*, n° 177 (Paris : Banque de France), URL : <https://blocnotesdeleco.banque-france.fr/billet-de-blog/les-chaines-de-valeur-internationales-lepreuve-de-la-covid-19> (consulté le 24/06/2022).
- BLUMENBERG, Hans (2006) *Paradigmes pour une métaphorologie* (Paris : Vrin).
- BOHLER, Sébastien (2020) « La société moderne prive votre cerveau de son besoin de sens », *Socialter*, n° 43, pp. 76-79.
- BOLLYKY, Thomas J. et BOWN, Chad P. (2020a) « The tragedy of vaccine nationalism: only cooperation can end the pandemic », *Foreign Affairs*, vol. 99, n° 5, pp 96-108.
- (2020b) « Vaccine nationalism will prolong the pandemic: a global problem calls for collective action », *Foreign Affairs*, 29 décembre.
- BONNEAU, Christophe et NAKAA, Mounira (2020) « Vulnérabilité des approvisionnements français et européens », *Trésor-éco*, n° 274 (Paris : Direction générale du Trésor).

- BOSSONE, Biago (2019) « Fiscal money solution for Rome », *Official Monetary and Financial Institutions Forum*, 8 janvier, URL : <https://www.omfif.org/2019/01/fiscal-money-solution-for-rome/> (consulté le 22/06/2022).
- BOYER, Robert (2002) *La croissance début de siècle. De l'octet au gène* (Paris : Albin Michel).
- (2020a) *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie* (Paris : La Découverte).
- (2020b) « De la crise du capitalisme financier à celle de l'État néolibéral : la Covid-19 », AOC, 10 novembre, URL : <https://aoc.media/analyse/2020/11/09/de-la-crise-du-capitalisme-financier-a-celle-de-létat-neoliberal-la-covid-19/> (consulté le 24/06/2022).
- BRAUN, Benjamin (2020) « Central banking and the infrastructural power of finance: the case of ECB support for repo and securitization markets », *Socio-Economic Review*, vol. 18, n° 2, pp. 395-418.
- CAFFENTZIS, C. George (2003) « Medical metaphors and monetary strategies in the political economy of Locke and Berkeley », *History of Political Economy*, vol. 35 (annual supplement), pp. 204-233.
- CAILLE, Alain et LIVINEC, Bertrand (2020) « Néolibéralisme, le pic épidémique est-il derrière nous ? », AOC, 25 mai, URL : <https://aoc.media/opinion/2020/05/24/neoliberalisme-le-pic-epidemique-est-il-derriere-nous/> (consulté le 21/06/2022).
- CARRÉ, Emmanuel et GAUVIN, Marie-Sophie (2018) « Financial crisis: the capture of Central Banks by the financial sector? », *International Journal of Political Economy*, vol. 47, n° 2, pp. 151-177.
- CARY, Paul et RODRIGUEZ, Jacques (2020) « Deux ou trois choses que la Covid nous dit de la nature et du capitalisme », *Sens public*, 23 novembre, URL : <http://sens-public.org/articles/1564/> (consulté le 24/06/2022).
- CHARLES, Léo (2020) « Le Covid-19, révélateur des contradictions de la mondialisation néolibérale », *Note des économistes atterrés*, mars.
- CHARREL, Marie, LEPARMENTIER, Arnaud, LEPLATRE, Simon et BOUSSOU, Julien (2019) « Alerte mondiale sur la dette des entreprises », *Le Monde*, 17 octobre.
- CITTON, Yves (2020) « Panique virale : comment ne pas rater la catastrophe ? », AOC, 7 avril, URL : <https://aoc.media/analyse/2020/04/06/panique-virale-comment-ne-pas-rater-la-catastrophe/> (consulté le 24/06/2022).
- CONFAVREUX, Joseph (2020) « Didier Sicard : “La France a abandonné la santé publique” », *Mediapart*, 22 avril, URL : <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/220420/didier-sicard-la-france-abandonne-la-sante-publique> (consulté le 25/06/2022).
- COOPER, Melinda E. (2008) *Life as Surplus: Biotechnology and Capitalism in the Neoliberal Era* (Seattle: University of Washington Press).
- CORDIER, Alain (2020) « Questionner notre volonté de puissance », in HIRSCH, Emmanuel (dir.), *Pandémie 2020. Éthique, société, politique* (Paris : Les éditions du cerf), pp. 673-680.
- CORPORATE EUROPE OBSERVATORY (2015) *Policy Prescriptions: The Firepower of the EU Pharmaceutical Lobby and Implications for Public Health* (Bruxelles: CEO).
- COT, Annie L. (2013) « The debt-deflation theory of Great Depressions: On Irving Fisher's use of medical metaphors », *Economia*, n° 3-2, pp. 263-286.
- COUTROT, Thomas et THERET, Bruno (2019) « Système fiscal de paiement complémentaire : un dispositif pour renverser l'hégémonie », *Revue française de socio-économie*, n° 22, pp. 163-170.
- DEFRAIGNE, Jean-Christophe (2020) « L'impact géo-économique du COVID-19 sur l'économie globalisée ». *Outre-Terre*, vol. 57, n° 1, pp. 1-26.
- DRAGHI, Mario (2020) « We face a war against coronavirus and must mobilise accordingly », *Financial Times*, 25 mars.
- EHRENBERG, Alain (1998) *La fatigue d'être soi. Dépression et société* (Paris : Odile Jacob).
- (2001) « De la névrose à la dépression. Remarques sur quelques changements de l'individualité contemporaine », *Figures de la psychanalyse*, n° 4, pp. 25-41.
- (2013) « La santé mentale ou l'union du mal individuel et du mal commun », *SociologieS*, « L'Ombre portée : l'individualité à l'épreuve de la dépression », URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4505> (consulté le 22/06/2022).
- GABOR, Daniel et BAN, Cornel (2016) « Banking on bonds: the new links between states and markets », *Journal of Common Markets Studies*, vol. 54, n° 3, pp. 617-635.
- GAUDILLIÈRE, Jean-Pierre (2002) *Inventer la biomédecine. La France, l'Amérique et la production des savoirs du vivant (1945-1965)* (Paris : La Découverte).
- GESCHEL, Élie, MARTINEZ, Alejandra et MEJEAN, Isabelle (2020) « Propagation des chocs dans les chaînes de valeur internationales : le cas du coronavirus », *Note de l'IPP*, n° 53, mars (Paris : Institut de politiques publiques), URL :

<https://www.ipp.eu/publication/mars-2020-propagation-chocs-chaines-de-valeur-internationales-coronavirus-covid19/> (consulté le 22/06/2022).

GILBERT, Neil (2005) « The “enabling state?” from public to private responsibility for social protection: pathways and pitfalls », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, n° 26 (Paris: OECD).

GILBERT, Neil et GILBERT, Barbara (1989) *The Enabling State: Modern Welfare Capitalism in America* (Oxford: Oxford University Press).

GIRAUD, Gaël (2014) *Illusion financière* (Ivry-sur-Seine : Les éditions de l’atelier/Les éditions ouvrières).

GOURINCHAS, Pierre-Olivier (2020) « Flattening the pandemic and recession curves », in BALDWIN, Richard et WEDER DI MAURO, Beatrice (dir.), *Mitigating the COVID Economic Crisis: Act Fast and Do Whatever It Takes* (London: CEPR Press), pp. 31-39.

GROUP OF FISCAL MONEY (BOSSONE, Biagio, CATTANEO, Marco, COSTA, Massimo et SYLOS LABINI, Stefani) (2018) « La monnaie fiscale, une solution à la crise italienne », *Telos*, 23 mai, URL : <https://www.telos-eu.com/fr/economie/la-monnaie-fiscale-une-solution-a-la-crise-italien.html> (consulté le 22/06/2022).

GROUP OF THIRTY (2015) *Fundamentals of Central Banking: Lessons from the crisis* (Washington D. C.: Group of Thirty), URL : https://group30.org/images/uploads/publications/G30_FundamentalsCentralBanking.pdf (consulté le 22/06/2022).

HAURAY, Boris (2021) « Santé publique et capitalisme pharmaceutique », AOC, 4 mai, URL : <https://aoc.media/analyse/2021/05/03/sante-publique-et-capitalisme-pharmaceutique/> (consulté le 24/06/2022).

HELMREICH, Stefan (2008) « Species of biocapital », *Science as Culture*, vol. 17, n° 4, pp. 463-478.

HIBOU, Béatrice (2012) *La bureaucratisation du monde à l’ère néolibérale* (Paris : La Découverte).

— (dir.) (2013) *La bureaucratisation néolibérale* (Paris : La Découverte).

HIRSCH, Emmanuel (dir.) (2020) *Pandémie 2020. Éthique, société, politique* (Paris : Les éditions du cerf).

HOCKETT, Richard (2020a) « How to keep the digital dollar democratic: a “treasury dollar bill” / “treasury direct” plan », *Forbes*, 24 mars, URL : <https://www.forbes.com/sites/rhockett/2020/03/24/how-to-keep-the-digital-dollar-democratic-a-treasury-dollar-bill-treasury-direct-plan/?sh=3d1eadaa37c8> (consulté le 22/06/2022).

— (2020b) « The democratic digital dollar: a “treasury direct” option », *Just Money*, 25 mars, URL : <https://justmoney.org/r-hockett-the-democratic-digital-dollar-a-treasury-direct-option/> (consulté le 22/06/2022).

JACOB, François (1970) *La logique du vivant. Une histoire de l’héritage* (Paris : Gallimard).

JACOBSEN, Rowan (2021) « Inside the risky bat-virus engineering that links America to Wuhan. China emulated US techniques to construct novel coronaviruses in unsafe conditions », *MIT Technology Review*, 29 juin, URL : <https://www.technologyreview.com/2021/06/29/1027290/gain-of-function-risky-bat-virus-engineering-links-america-to-wuhan/> (consulté le 24/06/2022).

JOLY, Pierre-Benoit (2010) « On the economics of techno-scientific promises », in AKRICH, Madeleine, BARTHE, Yannick, MUNIESA, Fabien et MUSTAR, Philippe (dir.), *Débordements. Mélanges offerts à Michel Callon* (Paris : Presse des Mines), pp. 203-222.

— (2015) « Le régime des promesses technoscientifiques », in AUDETAT, Marc (dir.), *Sciences et technologies émergentes. Pourquoi tant de promesses ?* (Paris : Hermann), pp. 31-48.

KALAITZAKE, M. (2018) « Central banking and financial political power: an investigation into the European Central Bank », *Competition & Change*, vol. 23, n° 3, pp. 221-244.

KOO, Richard (2014) « Balance sheet recession is the reason for “secular stagnation” », Vox EU, 11 août, URL : <https://voxeu.org/article/balance-sheet-recession-reason-secular-stagnation> (consulté le 22/06/2022).

LAFONTAINE, Céline (2014) *Le Corps-marché. La marchandisation de la vie à l’ère de la bioéconomie* (Paris : Seuil).

LAZONICK, William, HOPKINS, Matt, JACOBSON, Ken, ERDEM SAKINÇ, Mustafa et TULUM, Öner (2017) « US pharma’s financialized business model », *Institute for New Economic Thinking Working Paper*, n° 60, (New York: Institute for New Economic Thinking), URL : https://www.ineteconomics.org/uploads/papers/WP_60-Lazonick-et-al-US-Pharma-Business-Model.pdf (consulté le 22/06/2022).

LAZONICK, William, TULUM, Öner, HOPKINS, Matt, ERDEM SAKINÇ, Mustafa et JACOBSON, Ken (2019) « Financialization of the U.S. pharmaceutical industry », *Inteconomics.org*, 2 décembre, URL : <https://www.ineteconomics.org/perspectives/blog/financialization-us-pharma-industry> (consulté le 24/06/2022).

LE DEVEDEC, Nicolas (2016) « L’homme augmenté, la biomédecine et la nécessité de (re)penser la vie », *SociologieS*, URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/5259> (consulté le 22/06/2022).

LEFEBVRE, Henri (1970) *Le manifeste différentialiste* (Paris : Gallimard).

- LEGENDRE, Pierre (2007) *Dominium Mundi. L'empire du management* (Paris : Mille et une nuits).
- LEMOINE, Benjamin (2021) « Quel public pour contrôler la dette ? », AOC, 8 juillet, URL : <https://aoc.media/analyse/2021/07/07/quel-public-pour-controler-la-dette/> (consulté le 22/06/2022).
- (2022) *La démocratie disciplinée par la dette* (Paris : La Découverte).
- LEMOINE, Benjamin et THERET, Bruno (2020) « Il est possible de construire un circuit du trésor européen écologique », propos recueillis par Louise Casteleyn, *Gestion et finances publiques*, n° 4, pp. 53-59.
- LEVY-MOZZICONACCI, Annie, MESCLIER, Évelyne et METZGER, Pascale (2020) « Les sciences sociales à l'écart de la gestion de la crise sanitaire », *Libération*, 14 octobre.
- MACHIAVEL, Nicholas (1965), *Le Prince* (Paris : 10/18).
- MEHRLING, Perry (2010) *The New Lombard Street: How the Fed Became the Dealer of Last Resort* (Princeton: Princeton University Press).
- MONTALBAN, Matthieu (2011) « La financiarisation des Big Pharma. De l'insoutenable modèle blockbuster à son dépassement ? », *Savoir/Agir*, n° 16, pp. 13-21.
- MORVANT-Roux, Solène, SERVET, Jean-Michel et TIRAN, André (2020) « Rompre avec le passé pour sans tarder se pro-jeter en àvenir. À propos de retour sur Terre », La pensée écologique, URL : <https://lapensee-ecologique.com/rompre-avec-le-passe-pour-sans-tarder-se-pro-jeter-en-avenir-a-propos-de-retour-sur-terre-35-propositions/> (consulté le 22/06/2022).
- MOTTE, Muriel (2020), « Denis Kessler : “Cette pandémie confronte le monde à un test historique de résilience” », *L'Opinion*, 22 avril, URL : <https://www.lopinion.fr/edition/economie/denis-kessler-cette-pandemie-confronte-monde-a-test-historique-216258> (consulté le 22/06/2022).
- NELSON, Richard (1989) « Liberalism, republicanism and the politics of therapy: John Locke's legacy of medicine and reform », *Review of Politics*, vol. 51, n° 1, pp. 29-54.
- NINET, Jacques (2017) *Taux d'intérêt négatifs, le trou noir du capitalisme financier. Essai* (Paris : Classiques Garnier).
- PETITJEAN, Olivier (2018) « Lobbying à Paris, Bruxelles et Washington : lénorme puissance de feu des labos », Bastamag.net, 13 novembre, URL : <https://www.bastamag.net/webdocs/pharmacapers/l-argent-de-l-influence/lobbying-a-paris-bruxelles-et-washington-l-enorme-puissance-de-feu-des-labos/> (consulté le 22/06/2022).
- PIERRU, Frédéric (2007) *Hippocrate malade de ses réformes* (Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant).
- PINGEOT, Mazarine (2017) « Des Grecs au transhumanisme, l'idée d'immortalité comme symptôme de notre humanité », *The Conversation France*, 17 octobre, URL : <https://theconversation.com/des-grecs-au-transhumanisme-lidee-immortalite-comme-symptome-de-notre-humanite-85435> (consulté le 24/06/2022).
- RAJAN, Kaushik Sunder (2006) *Biocapital: The Constitution of Postgenomic Life* (Durham: Duke University Press).
- RESHEF, Ariell et SANTONI, Gianluca (2020) « Chaînes de valeur mondiales et dépendances de la production française », *La Lettre du CEPII*, n° 409, URL : http://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2020/let409.pdf (consulté le 22/06/2022).
- REY, Olivier (2018) *Leurre et malheur du transhumanisme* (Paris : Desclée de Brouwer).
- ROSE, Nikolas (2003) « Neurochemical selves », *Society*, n° 41, pp. 45-59.
- (2007) *The Politics of Life Itself: Biomedicine, Power, and Subjectivity in the Twenty-First Century* (Princeton: Princeton University Press).
- SERFATI, Claude (2020) « France. Les choix industriels amplifient la catastrophe sociale. Contribution au débat pour le “plus jamais ça” », *À l'encontre*, 1^{er} avril, URL : <https://alencontre.org/europe/france/les-choix-industriels-amplifient-la-catastrophe-sociale-contribution-au-debat-pour-le-plus-jamais-ca.html> (consulté le 22/06/2022).
- SONTAG, Susan (2009) *Oeuvres complètes III. La maladie comme métaphore* (1978). *Le sida et ses métaphores* (1988) (Paris : Christian Bourgois éditeur).
- ST-ONGE, Jean-Claude (2014) « DSM : fiabilité et validité des diagnostics. Un changement de paradigme ? », *Revue québécoise de psychologie*, vol. 35, n° 1, pp. 207-227
- TAIBI, Nidal, (2020) « Barbara Stiegler : “En mimant une gestion du virus à la chinoise, les néolibéraux nous ont dit enfin clairement ce qu'ils pensaient” », *Marianne*, 9 novembre.
- THERET, Bruno (1990) « Du “principe de Broussais” en économie », *Revue française d'économie*, vol. 5, n° 2, pp. 173-223.
- (1995) « Du statut des métaphores médicales en économie politique : essai d'approche archéologique », *Cahiers de l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique*, numéro spécial « Faire l'histoire de la pensée économique », pp. 312-354.

- (2008) « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, vol. 59, n° 4, pp. 813-842.
- (2009) « Monnaie et dettes de vie », *L'Homme*, n° 190, pp. 153-179.
- (2014) « Philosophies politiques de la monnaie : une comparaison de Hobbes, Locke et Fichte », *Economia*, vol. 4, n° 4, pp. 517-589.
- (2018a) « Crises », in HAY, Colin et SMITH, Andy (dir.), *Dictionnaire d'économie politique* (Paris : Presses de Sciences Po), pp. 134-148.
- (2018b) « Définanciariser ? », *Gestion et finances publiques*, n° 2, pp. 39-45.
- (2018c) « Sécurité ou protection ? Assurance des risques ou réciprocité des attentes ? », *Revue française de socio-économie*, n° 20, pp. 195-200.
- (2020) « Note sur le statut de la Banque centrale européenne dans un contexte où les trésors publics de certains États-membres de la zone euro émettraient des monnaies fiscales complémentaires », *Les possibles*, n° 22, URL : <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-22-hiver-2020/dossier-les-politiques-monetaires-des-banques-centrales/article/note-sur-le-statut-de-la-banque-centrale-europeenne-dans-un-contexte-ou-les> (consulté le 22/06/2022).

TORDJMAN, Hélène (2021) *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande* (Paris : La Découverte).

TULUM, Öner et LAZONICK, William (2018) « Financialized corporations in a national innovation system: the US pharmaceutical industry », *International Journal of Political Economy*, vol. 47, n° 3-4, pp. 281-316.

VALADE, Bernard (2008) « Paradigmes pour une métaphorologie », *La revue pour l'histoire du CNRS*, n° 21, URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/7983> (consulté le 11/07/2022).

VALLAEYS, François (2021) « L'existence en mal de vie », *UP Magazine*, 27 janvier, URL : <https://up-magazine.info/decryptages/analyses/79932-lexistence-en-mal-de-vie/> (consulté le 22/06/2022).

VIELLE, Pascale, POCHET, Philippe et CASSIERS, Isabelle (dir.) (2005) *L'État social actif. Vers un changement de paradigme ?* (Bruxelles : PIE-Peter Lang).

WALLACE, Rob (2020) « Agrobusiness & épidémie : d'où vient le coronavirus ? », Acta.zone, 13 mars, URL : <https://acta.zone/agrobusiness-epidemie-dou-vient-le-coronavirus-entretien-avec-rob-wallace/> (consulté le 22/06/2022).

WALLACE, Rob, LEIBMAN, Alex, CHAVES, Luis Fernando et WALLACE, Rodrick (2020) « Le Covid-19 et les circuits du Capital », *Terrestres*, n° 13, 30 avril, URL : <https://www.terrestres.org/2020/04/30/le-covid-19-et-les-circuits-du-capital/> (consulté le 22/06/2022).

WALTER, Christian (2010) « Le sida de la finance », *Cités*, n° 41, pp. 89-98.

- (2021) « Spéculations : finance et épidémiologie / Speculations: finance and epidemiology », 1^{er} juillet, URL : <https://epistemofinance.hypotheses.org/5154> (consulté le 01/07/2021).

WALTER, Christian et DE PRECONTAL, Michel (2009) *Le Virus B. Crise financière et mathématiques* (Paris, Seuil).